

RAPPORT DE GESTION POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2022

Dans le présent rapport de gestion et à moins que le contexte n'indique ou n'exige une autre interprétation, toutes les mentions de « Société », « Lightspeed », « nous », « notre » ou « nos » font référence à Lightspeed Commerce Inc. ainsi qu'à ses filiales, sur une base consolidée, telle qu'elle était constituée au 30 juin 2022.

Le présent rapport de gestion daté du 4 août 2022, pour le trimestre clos le 30 juin 2022, doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et aux notes annexes pour le trimestre clos le 30 juin 2022, ainsi qu'à nos états financiers consolidés annuels audités et aux notes annexes pour l'exercice clos le 31 mars 2022. Les informations financières figurant dans le rapport de gestion sont tirées des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le trimestre clos le 30 juin 2022, lesquels ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») applicables à la préparation d'états financiers intermédiaires, notamment la norme International Accounting Standard (« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire*, publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants sont libellés en dollars américains, à moins d'indication contraire.

Le présent rapport de gestion a été préparé en conformité avec les exigences établies par le *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. En vertu du régime d'information multinational des États-Unis et du Canada, nous sommes autorisés à préparer le présent rapport de gestion conformément aux obligations d'information canadiennes, lesquelles diffèrent des obligations américaines.

Des renseignements complémentaires sur Lightspeed, notamment notre plus récente notice annuelle et notre rapport annuel sur formulaire 40-F de l'exercice clos le 31 mars 2022, peuvent être consultés sur notre site Web, à l'adresse investors.lightspeedhq.com, ainsi que sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov.

Information prospective

Le présent rapport de gestion contient de l'« information prospective » et des « énoncés prospectifs » (ensemble, l'« information prospective »), au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes. L'information prospective peut se rapporter aux perspectives financières et aux événements ou résultats prévus; elle peut comprendre des renseignements sur notre situation financière, notre stratégie d'affaires, nos stratégies de croissance, les marchés à notre portée, nos budgets, nos activités d'exploitation, nos résultats financiers, nos impôts, notre politique en matière de dividendes, nos plans et nos objectifs. En particulier, sont considérées comme prospectives l'information sur nos attentes à l'égard des résultats, du rendement, des réalisations, des perspectives ou des possibilités futurs et des marchés sur lesquels nous exerçons nos activités, et des répercussions sur ceux-ci de la pandémie de COVID-19 (la « pandémie de COVID-19 ») et d'autres événements et conditions macroéconomiques tels que l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ainsi que nos déclarations sur les attentes concernant les tendances du secteur d'activité, nos taux de croissance, la réalisation de développements de notre plateforme et l'expansion de celle-ci, les attentes concernant nos produits d'exploitation et le potentiel de nos solutions de paiement et autres à dégager des produits d'exploitation, les attentes à l'égard de nos marges brutes et de notre rentabilité future, les attentes concernant les résultats et les synergies au terme d'acquisitions, l'incidence prévue des procédures judiciaires, nos plans et stratégies d'affaires et notre position concurrentielle dans notre secteur d'activité.

Dans certains cas, l'information prospective se signale par la terminologie utilisée : « prévoir », « cibler », « s'attendre à », « il existe une possibilité que », « budget », « calendrier », « estimation », « perspectives », « prévision », « projection », « éventuel », « stratégie », « avoir l'intention de », « croire », « estimer » ainsi que diverses variations ou flexions de ces termes, notamment au futur, au conditionnel ou à la forme négative, de même que des mots, expressions ou énoncés stipulant que certains événements, résultats, actions ou mesures peuvent ou pourraient « se produire », « survenir », « être atteints » ou « être prises », ou l'inverse, et d'autres termes ou expressions de même nature. En outre, tout énoncé qui se rapporte à des attentes, intentions, projections ou autres allusions à des événements ou circonstances futurs contient de l'information prospective. Les énoncés contenant de l'information prospective ne concernent pas des faits passés; ils représentent les attentes, les estimations et les projections de la direction à l'égard d'événements ou de circonstances futurs.

L'information prospective aux présentes et les autres renseignements de nature prospective sont fondés sur les opinions, les estimations et les hypothèses que nous formulons à la lumière de notre expérience et de notre perception des tendances passées, des conditions actuelles et des développements à venir, de même que sur d'autres facteurs que nous estimons raisonnables et appropriés dans les circonstances à la date à laquelle l'information prospective est établie. Même si nous mettons un grand soin à préparer l'information prospective et à la passer en revue, rien ne garantit que les opinions, estimations et hypothèses qui la sous-tendent se vérifieront. Certaines hypothèses concernant notre capacité à accroître notre part de marché, à pénétrer de nouveaux marchés et à prendre de l'expansion verticalement dans notre secteur, notre capacité à attirer, former et maintenir en poste notre personnel clé, notre capacité à gérer les pénuries de composantes informatiques et le risque lié à la chaîne d'approvisionnement et l'incidence de ces pénuries dans la chaîne d'approvisionnement sur nos clients, notre capacité à conserver et à élargir notre présence géographique, notre capacité à réaliser nos plans d'expansion, notre capacité à poursuivre nos investissements dans notre infrastructure et à mettre en place des contrôles, des systèmes et des processus évolutifs nous permettant de soutenir notre croissance, notre capacité à prévenir et à gérer les atteintes à la sécurité de l'information ou d'autres menaces à la cybersécurité, notre capacité à protéger nos droits de propriété intellectuelle et les risques de poursuite par des tiers pour violation de propriété intellectuelle, l'incidence des recours collectifs et autres poursuites, la fixation des prix des titres dans le cadre de nos placements, notre capacité d'intégrer efficacement les entreprises que nous avons acquises et de tirer les avantages attendus de leur acquisition, notre capacité à obtenir du financement et à conserver nos sources de financement actuelles selon des modalités acceptables, les taux de change et d'intérêt, y compris l'inflation éventuelle, le caractère saisonnier de nos activités et de celles de nos clients, le jeu de la concurrence, l'évolution et les tendances de notre secteur et de l'économie mondiale, notamment les variations des dépenses de consommation, et les changements apportés aux lois, aux règles, aux règlements et aux normes mondiales constituent des facteurs significatifs pris en compte dans la préparation de l'information prospective et la formulation des attentes de la direction.

L'information prospective est nécessairement fondée sur des opinions, estimations et hypothèses que nous jugeons appropriées et raisonnables à la date à laquelle elle est établie. L'information prospective est subordonnée à des risques connus ou inconnus, des incertitudes, des hypothèses et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats, les niveaux d'activité, le rendement ou les réalisations obtenus soient largement différents de ceux qui sont expressément ou implicitement exprimés dans l'information prospective. Ces facteurs de risque englobent, mais ne s'y limitent pas, à ceux mentionnés à la rubrique « Résumé des facteurs influant sur notre rendement » du présent rapport de gestion, à la rubrique « Facteurs de risque » de notre notice annuelle datée du 19 mai 2022, ainsi que dans les autres documents que nous avons déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, qui peuvent être consultés sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov.

Si l'un ou l'autre de ces risques ou incertitudes devait se matérialiser ou si les opinions, estimations ou hypothèses qui sous-tendent l'information prospective devaient se révéler erronées, les résultats réels ou les événements futurs pourraient s'écarter de manière significative de ceux prévus dans l'information prospective. Les investisseurs éventuels ont tout intérêt à étudier attentivement les opinions, estimations ou hypothèses mentionnées ci-dessus, décrites en détail dans le présent rapport de gestion.

Nous avons tenté de cerner tous les facteurs de risque importants susceptibles de faire en sorte que les résultats réels s'écarteront de manière significative de ceux exposés dans l'information prospective; cependant, d'autres facteurs de risque qui ne sont pas connus pour l'instant ou que nous estimons négligeables à l'heure actuelle pourraient avoir cet effet. Rien ne garantit que l'information prospective s'avérera exacte, puisque les résultats obtenus et les événements futurs peuvent différer sensiblement de ceux que l'information prospective laisse présager. Aucune information prospective n'est garante des résultats futurs. Par conséquent, le lecteur est prié de ne pas se fier indûment à l'information prospective, qui n'est valable qu'à la date à laquelle elle est établie. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion représente nos attentes à la date d'établissement de celui-ci ou à toute autre date mentionnée, selon le cas, et est susceptible de changer après cette date. Nous nous dégageons de toute intention, de toute obligation et de tout engagement de mettre à jour ou de réviser l'information prospective, que ce soit par suite de nouvelles informations ou d'événements à venir ou pour toute autre raison, sauf si les lois sur les valeurs mobilières en vigueur l'exigent.

Toute l'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est expressément assujettie à la mise en garde qui précède.

Ce rapport de gestion contient certains noms de marques tels que « Lightspeed », « NuORDER » et autres, qui appartiennent à la Société et sont protégés en vertu des lois sur la propriété intellectuelle en vigueur. Pour des raisons pratiques, les marques de commerce et les dénominations commerciales citées aux présentes peuvent y figurer accompagnées ou non des mentions ^{MD} ou ^{MC}; toutefois, l'absence de ces signes ne signifie en aucun cas que nous ne défendons pas nos droits à l'égard de ces marques de commerce et dénominations commerciales dans toute la mesure permise par la législation applicable.

Des renseignements complémentaires sur Lightspeed, notamment notre plus récente notice annuelle, peuvent être consultés sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov.

Aperçu

Lightspeed propose une plateforme de commerce infonuagique qui relie entre eux les fournisseurs, les commerçants et les consommateurs tout en permettant des expériences omnicanales. Notre plateforme logicielle offre à nos clients les fonctionnalités essentielles dont ils ont besoin pour traiter avec les consommateurs, gérer leurs transactions, accepter les paiements et assurer la croissance de leur entreprise. Nous sommes présents à l'échelle mondiale et permettons aux entreprises des secteurs du détail et de l'hôtellerie ainsi qu'aux exploitants de terrains de golf et autres, qui occupent un ou plusieurs emplacements, d'être concurrentiels dans un environnement de marché omnicanal en traitant leurs affaires en ligne, sur des réseaux mobiles et sociaux aussi bien que sur des circuits physiques. Nos solutions faciles à utiliser et rentables s'adressent principalement aux petites et moyennes entreprises (« PME »). Nos produits des activités ordinaires sont pour la plupart récurrents et nous avons une excellente feuille de route au chapitre de la croissance graduelle des produits des activités ordinaires par client.

Notre plateforme infonuagique s'articule autour de trois éléments interdépendants : une expérience omnicanale pour le consommateur, une suite de gestion complète des opérations administratives afin d'améliorer l'efficacité et la vue d'ensemble de nos clients, et la facilitation des paiements. Les principales fonctionnalités de notre plateforme englobent la gamme complète des capacités omnicanales, les points de vente, la gestion par produit et par menu, la gestion du personnel et des stocks (y compris les commandes), les analyses et les rapports en matière d'effectifs et de stocks, la connectivité multiemplacements, la fonctionnalité de commande et de ramassage à l'auto, la fidélisation, la gestion des clients et les solutions financières personnalisées comme Lightspeed Payments et Lightspeed Capital. En offrant nos solutions par l'infonuagique, nous permettons aux commerçants de réduire leur dépendance aux canaux physiques et d'interagir avec des clients, peu importe l'endroit (en magasin, en ligne, mobile et sur les réseaux sociaux), de mieux comprendre leurs clients et leurs activités en assurant un suivi de leurs activités et des principales mesures dans tous les canaux, et de mettre à jour leurs stocks, d'effectuer des analyses, de modifier les menus, d'envoyer des offres promotionnelles et de gérer leurs activités depuis n'importe quel endroit.

Notre situation au point de commerce nous place dans une position solide et favorable pour traiter les paiements et recueillir les données transactionnelles. Compte non tenu des emplacements clients¹ relativement au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid, nos solutions de paiement sont désormais accessibles à la majorité de nos emplacements clients. Nos produits tirés du traitement des transactions ont augmenté de 62 %, passant de 56,5 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2021 à 91,5 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2022. Cette hausse s'explique essentiellement par l'adoption accrue de nos solutions de paiement et a mené à une croissance de 96 % du VTSPB¹ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2021.

¹ Se reporter à la rubrique « Indicateurs de rendement clés ».

Notre plateforme est construite pour évoluer avec nos clients et fournit à ces derniers des solutions de plus en plus perfectionnées à mesure qu'ils ouvrent de nouveaux établissements et que leurs besoins gagnent en complexité. Notre plateforme évite aux PME le recours à des applications disparates de divers fournisseurs, souvent incompatibles, afin d'accéder à la technologie dont elles ont besoin pour exploiter et développer leurs entreprises. Nos réseaux de développement, distribution et installation en partenariat renforcent la portée de nos solutions, les rendant personnalisables et extensibles. Nous accompagnons nos clients à toutes les étapes de leur développement en leur offrant un service d'accueil et de soutien de premier plan dans l'industrie. Nous croyons fermement que notre succès est directement lié à celui de nos clients.

En octobre 2021, nous avons lancé notre plateforme phare Lightspeed Restaurant, une plateforme centrale pour le secteur de l'hôtellerie, du commerce et des points de vente, et annoncé notre produit de commerce électronique phare Lightspeed eCommerce, qui s'appuie sur l'intégration de notre acquisition d'Ecwid. En mai 2022, nous avons lancé Lightspeed Retail, une nouvelle plateforme novatrice de commerce de détail qui regroupe les services avancés de point de vente, de paiement et de commerce électronique en une seule solution cohérente et puissante. En juin 2022, nous avons annoncé le lancement de la nouvelle plateforme Lightspeed B2B auprès de nos clients qui sont des détaillants dans les secteurs de la mode, des articles de plein air et des articles de sport en Amérique du Nord.

Pour compléter encore davantage nos principales solutions infonuagiques, nous offrons un programme d'avances de fonds aux commerçants, Lightspeed Capital. Ce programme offre des avances de fonds aux commerçants admissibles et est conçu pour les aider à faire croître l'ensemble de leurs activités et gérer leur trésorerie. Les commerçants utilisent ces avances de fonds pour gérer leurs flux de trésorerie, acheter des stocks et investir dans la commercialisation.

La vente de nos solutions se fait principalement par l'entremise de nos effectifs de vente directe en Amérique du Nord, en Europe, au Royaume-Uni, en Australie et en Nouvelle-Zélande, ainsi que par des circuits indirects dans d'autres pays. Notre plateforme convient à divers types de PME, en particulier les détaillants mono et multiemplacements ayant des transactions complexes (nombreux produits, besoins de stockage variés ou élément de service), les exploitants de terrains de golf et les divers clients du secteur de l'hôtellerie, en passant de la restauration rapide et des festivals aux hôtels et aux restaurants de haute gastronomie.

Compte non tenu de l'incidence des emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid, qui affichent un RMPU¹ plus faible, le RMPU mensuel de nos emplacements clients était d'environ 320 \$ par emplacement client au 30 juin 2022, contre un peu plus de 230 \$ par emplacement client au 30 juin 2021. Compte tenu des emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid, nos clients ont généré un RMPU mensuel d'environ 170 \$ par emplacement client au 30 juin 2022.

Au 30 juin 2022, nous comptons environ 326 000 emplacements clients dans plus d'une centaine de pays, dont environ 160 000 emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid. Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, notre plateforme infonuagique SaaS (« software-as-a-service ») a traité un VT¹ de 22,1 G\$, soit une croissance de 36 %, par rapport à un VT traité de 16,3 G\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2021. Le VT traité au cours du trimestre clos le 30 juin 2022 comprend un apport de 0,7 G\$ des emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid. Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, la croissance du VT du secteur de la vente au détail omnicanale a été de 32 % par rapport au trimestre clos le 30 juin 2021 et celle du VT du secteur de l'hôtellerie, de 40 %.

Exclusion faite de l'incidence de toute acquisition réalisée depuis la clôture de la période correspondante afin de fournir une base cohérente de comparaison, la croissance interne du VT pour le trimestre clos le 30 juin 2022 s'est établie à 25 %. Cette croissance s'explique par une augmentation de 15 % du VT de nos clients de détail omnicanal et par une hausse de 40 % du VT du secteur de l'hôtellerie. Pour plus de précision, lorsqu'une acquisition a lieu en partie au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, l'apport de cette acquisition pour la période considérée est inclus aux fins du calcul du VT interne seulement pour les mois correspondants qui étaient inclus dans la période correspondante de l'exercice précédent.

Nos emplacements clients, dont le nombre atteignait environ 326 000 au 30 juin 2022, sont répartis à 51 % en Amérique du Nord et à 49 % dans le reste du monde. Compte non tenu des quelque 160 000 emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid, le secteur de la vente au détail représente environ 62 % des emplacements clients, et l'hôtellerie, environ 38 %. Compte tenu des emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid, le secteur de la vente au détail représente environ 81 % des emplacements clients, et l'hôtellerie, environ 19 %. Même si l'acquisition d'Ecwid a entraîné l'ajout d'un nombre important d'emplacements clients ayant un RMPU moins élevé à notre clientèle, nous demeurons concentrés sur le service aux PME complexes, auxquelles nos solutions sont particulièrement bien adaptées, et nous croyons que la promotion de la plateforme d'Ecwid en tant que produit de commerce électronique phare permettra à ces entreprises d'accroître leur portée omnicanale ainsi que leur souplesse en matière de ventes.

Nous estimons occuper une nette position de leader dans le commerce des PME en raison de notre envergure, de l'ampleur de nos capacités et de la diversité de notre clientèle. Nos activités ont de ce fait connu une croissance marquée. Nos produits des activités ordinaires proviennent principalement de la vente d'abonnements à notre logiciel infonuagique et de nos solutions de paiement. Nous offrons des plans de tarification conçus en fonction des besoins de nos clients actuels et futurs, dont le but est d'adapter les solutions de Lightspeed à la croissance des PME. Nos plans d'abonnement peuvent être mensuels, annuels ou pluriannuels. Nous avons rendu plus accommodants les plans de paiements mensuels pour nos clients dans le but notamment de favoriser l'adoption de nos solutions de paiement. Nous avons également intégré notre logiciel au traitement électronique de paiement qu'offrent divers tiers, qui nous versent une part des produits qu'ils tirent du traitement des paiements des clients que nous leur recommandons. Ces ententes ont généralement été conclues avant que nos solutions de paiement soient disponibles dans les divers marchés où nous sommes présents. Les produits tirés de ces ententes sont inclus dans nos produits tirés du traitement des transactions.

De 115,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2021, le total de nos produits des activités ordinaires est passé à 173,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2022, pour une croissance sur 12 mois de 50 %, les acquisitions de NuORDER et d'Ecwid ayant contribué collectivement à hauteur de 16,8 M\$ au total des produits des activités ordinaires du trimestre clos le 30 juin 2022. Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, les produits tirés des abonnements représentaient 42 % du total de nos produits des activités ordinaires (43 % pour le trimestre clos le 30 juin 2021) et les produits tirés du traitement des transactions comptaient pour 53 % du total de nos produits des activités ordinaires (49 % pour le trimestre clos le 30 juin 2021).

Exclusion faite de l'incidence de toute acquisition réalisée depuis la clôture de la période correspondante afin de fournir une base cohérente de comparaison, la croissance interne des produits tirés des abonnements et du traitement des transactions pour le trimestre clos le 30 juin 2022 par rapport au trimestre clos le 30 juin 2021 s'est établie à 38 %. Pour plus de précision, lorsqu'une acquisition a lieu en partie au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, l'apport de cette acquisition pour la période considérée est inclus aux fins du calcul de la croissance interne des produits tirés des abonnements et du traitement des transactions seulement pour les mois correspondants qui étaient inclus dans la période correspondante de l'exercice précédent.

Par ailleurs, en complément des abonnements et des solutions de traitement de transactions, nous tirons des produits de la vente de matériel et d'autres services de soutien à valeur ajoutée offerts aux commerçants. Ces produits sont en général non récurrents et proviennent de la vente de matériel afférent à nos solutions et de la vente de services professionnels de soutien pour l'installation et l'implantation de nos solutions. Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, ces produits ont compté pour 5 % du total de nos produits des activités ordinaires (8 % pour le trimestre clos le 30 juin 2021).

Nous projetons de continuer d'investir dans la croissance future. Notre succès futur dépendra d'un certain nombre de facteurs, notamment notre capacité d'accroître notre part de marché, de mettre à profit le succès de nos solutions de paiement et nos solutions financières personnalisées, d'ajouter d'autres solutions à nos plateformes, d'accroître notre présence dans les marchés verticaux et de procéder avec soin à des acquisitions qui augmenteront la valeur, et à leur intégration. Nous sommes satisfaits du rendement des entreprises acquises et du progrès réalisé dans le cadre de leur intégration.

Lightspeed B2B, qui tire parti du Lightspeed Supplier Network et de l'intégration continue de l'offre de services de NuORDER à notre plateforme, offrira aux clients un meilleur accès aux fournisseurs et une meilleure visibilité des stocks, automatisera les commandes manuelles, regroupera les portails des fournisseurs dans les points de vente, rationalisera

les opérations omnicanales en facilitant l'importation des détails et des photos des produits dans les points de vente, et garantira l'utilisation des noms de marque et des images approuvés par les fournisseurs. Les fournisseurs, pour leur part, bénéficieront d'un meilleur accès aux données en temps réel sur les produits vendus par les clients et d'une visibilité accrue de la marque auprès des clients. Lightspeed a récemment annoncé le lancement de sa plateforme interentreprises pour trois secteurs d'activités en Amérique du Nord : la mode, les articles de plein air et les articles de sport. Le développement des marchés verticaux nous donnera également des opportunités de monétiser nos données en amont et en aval de la chaîne d'approvisionnement.

L'acquisition d'Ecid permet aux commerçants d'accroître leur portée omnicanale et leur souplesse en matière de ventes, notamment sur les plateformes des réseaux sociaux et sur les marchés numériques.

Nous sommes d'avis qu'il existe de nombreuses possibilités pour faire augmenter davantage notre RMPU étant donné le nombre de clients adoptant plus de produits Lightspeed au fil du temps. Nous croyons également qu'en continuant d'investir, nous augmenterons la base de nos produits des activités ordinaires, améliorerons la rétention de cette base et renforcerons notre capacité d'accroître les ventes à nos clients. Nous n'avons pas été rentables à ce jour et la stratégie d'acquisition que nous avons mise en œuvre jusqu'à maintenant a fait considérablement croître notre structure de coût. À moins de mettre en œuvre avec succès nos stratégies de croissance, nous pourrions ne pas être en mesure d'atteindre la rentabilité. Pour les trimestres clos les 30 juin 2022 et 2021, nous avons subi des pertes d'exploitation respectives de 104,9 M\$ et de 51,2 M\$. Nos sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation et nos flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation² se sont élevés respectivement à 33,4 M\$ et à 26,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2022 par rapport à 14,6 M\$ et à 6,7 M\$, respectivement, pour le trimestre clos le 30 juin 2021.

Développement durable

Le développement durable fait partie intégrante de nos principes directeurs, et nous travaillons à un avenir durable et à une économie plus verte. Dans le cadre de cet engagement, nous avons pris des mesures pour réduire notre empreinte carbone et celle de nos clients. Au Royaume-Uni, nous participons au programme Carbon Free Dining de Sustainably Run. Nous donnons à nos clients la possibilité de compenser les émissions de carbone associées aux repas qu'ils préparent en plantant des arbres et nous leur remettons des crédits de développement durable. Après un lancement réussi du programme au Royaume-Uni, avec plus de 1 million d'arbres plantés, nous prévoyons offrir ce programme à d'autres régions. En plus de compenser les émissions de carbone, ces arbres procurent de la nourriture et un revenu aux collectivités qui les reçoivent, en plus de les éduquer. Nous avons également établi un partenariat avec TravelPerk et compensons les émissions de carbone pour nos déplacements professionnels en avion, en voiture et en train. Nous choisissons de nous associer à des entreprises qui sont également soucieuses de l'environnement. La plupart de nos solutions fonctionnent avec les plateformes Amazon Web Services (« AWS ») et Google Cloud. Cette dernière est alimentée à 100 % par des énergies renouvelables et AWS s'est engagée à alimenter son exploitation au moyen d'énergie 100 % renouvelable d'ici 2025. De plus, un petit nombre de nos solutions est hébergé dans des centres de données fonctionnant principalement à l'énergie renouvelable.

Lightspeed est également un lieu favorisant la diversité, l'équité et l'inclusion, et ce, depuis que notre président exécutif Dax Dasilva a fondé la Société dans le Village gai de Montréal en 2005. Les quatre premiers employés de Lightspeed étaient tous issus de la communauté LGBTQ2S+ et, selon notre plus récent sondage annuel sur la diversité, l'équité et l'inclusion, 11 % de nos employés s'identifient comme appartenant à la communauté LGBTQ2S+. Notre engagement envers un lieu de travail diversifié et inclusif est visible à tous les niveaux de la Société, depuis nos réseaux dirigés par des employés pour les femmes, les membres de la communauté LGBTQ2S+ et les membres de la communauté PANDC jusqu'à notre conseil d'administration, dont 44 % des membres s'identifient comme des femmes en date des présentes (et 57 % des membres indépendants s'identifient comme des femmes en date des présentes). Nous croyons en l'importance de créer de la valeur dans l'ensemble de notre écosystème, notamment en offrant à tous les employés des occasions de création de richesse intéressantes. Tous les employés se voient attribuer une participation dans la Société à leur embauche, ce qui assure que les intérêts des employés sont alignés sur ceux de nos actionnaires

² Se reporter à la rubrique « Mesures et ratios non conformes aux IFRS et rapprochements ».

COVID-19

Une incertitude demeure quant à la durée et à l'ampleur de la pandémie de COVID-19 et à la capacité de maîtriser une résurgence et de nouveaux variants à l'échelle mondiale, ce qui rend difficile de déterminer les répercussions futures sur notre clientèle et nos marchés finaux, ainsi que les conséquences sur nos activités et notre exploitation, tant à court qu'à long terme.

Cependant, malgré les risques et les incertitudes qui persistent, nous croyons toujours que l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur la clientèle des secteurs de la vente au détail et de l'hôtellerie a rendu plus pressant le besoin pour nos solutions, alors que les PME envisagent de perfectionner les modèles de vente en personne traditionnels par des stratégies en ligne et numériques. À l'heure actuelle, une grande proportion de notre marché est desservie par d'anciens systèmes sur les lieux qui sont coûteux, compliqués et mal équipés pour aider les PME à s'adapter à ce besoin immédiat. Il s'agit là d'une excellente occasion d'accroître notre clientèle. Nous estimons que notre croissance, malgré un contexte macroéconomique difficile, est un indicateur continu du virage accéléré vers nos solutions infonuagiques. Lightspeed estime être bien positionnée pour profiter de cette opportunité et continuera de tirer le maximum de sa position privilégiée dans les points de vente et de saisir les occasions liées aux solutions de paiement.

Saisir les occasions liées aux solutions de paiement passe par la monétisation d'une plus grande part du VTB de nos clients, lequel, pour le trimestre clos le 30 juin 2022, a atteint 22,1 G\$, en hausse de 36 % par rapport au VTB de 16,3 G\$ traité pour le trimestre clos le 30 juin 2021. Nous prévoyons que le VTB variera au fur et à mesure que les mesures mises en place dans le monde pour contenir les effets de la pandémie de COVID-19 seront assouplies ou resserrées. Cependant, nous sommes d'avis que la diversification de notre clientèle, tant pour ce qui est des marchés verticaux que pour les régions, représentera toujours un avantage solide pour la Société.

Comme nous l'expliquons plus loin, nous suivons de près les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur nos activités, notre situation financière et notre exploitation. Se reporter à la rubrique du présent rapport de gestion intitulée « Résumé des facteurs influant sur notre rendement » et à la rubrique « Facteurs de risque » de notre notice annuelle la plus récente, ainsi qu'aux autres documents que nous avons déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, qui peuvent être consultés sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov, pour une analyse des risques auxquels nous sommes exposés.

Invasion de l'Ukraine par la Russie

Nous n'avons pas d'activités importantes, de clients importants ou de relations avec des fournisseurs importants en Russie, en Biélorussie ou en Ukraine, et avons cessé nos activités de vente aux nouveaux clients en Russie et en Biélorussie. Toutes nos données liées à notre propriété intellectuelle et à nos clients sont conservées en dehors de la région. Nous avons des membres du personnel en Russie issus de l'acquisition d'Ecwid et, dans le cadre de nos plans de continuité des activités, nous avons relocalisé certains d'entre eux à l'extérieur de la Russie afin d'atténuer toute dépendance envers la région. Nous prévoyons relocaliser le plus grand nombre possible de nos employés et transférer les activités commerciales de la région pour assurer la sécurité de notre personnel et poursuivre nos activités commerciales sans interruption. Nous continuerons de surveiller la situation de près et, jusqu'à maintenant, nos activités commerciales n'ont pas été interrompues.

Le Département d'État des États-Unis a émis un avertissement selon lequel l'une des complications potentielles qui résulterait de la guerre en Ukraine, et en réponse aux sanctions accrues annoncées par de nombreux pays contre la Russie, est un risque accru d'attaques à la cybersécurité contre les réseaux et les activités de sociétés exerçant leurs activités à partir de pays qui sont impliqués dans ces sanctions. Nous prenons cet avertissement très au sérieux et avons accru nos efforts pour surveiller nos réseaux et notre infrastructure de technologies de l'information afin de déceler tout signe de telles attaques.

Indicateurs de rendement clés

La surveillance des indicateurs de rendement clés suivants nous permet d'évaluer notre entreprise, de mesurer notre rendement, d'identifier les tendances qui touchent nos activités, d'établir des plans d'entreprise et de prendre des décisions stratégiques. Ces indicateurs de rendement clés constituent pour l'investisseur des mesures supplémentaires de notre

rendement d'exploitation et font ainsi ressortir les tendances qui touchent nos activités principales susceptibles de passer inaperçues lorsqu'on se fie uniquement aux mesures et ratios IFRS. Les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées utilisent fréquemment les mesures propres à un secteur pour évaluer les sociétés émettrices. La méthode dont nous nous servons pour calculer nos indicateurs de rendement clés peut se révéler différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises pour calculer des mesures analogues.

Revenu moyen par utilisateur. Le « **revenu moyen par utilisateur** » ou « **RMPU** » correspond au total des produits tirés des abonnements et de solutions de traitement de transactions de la Société pour la période, divisé par le nombre moyen d'emplacements clients de la Société pour cette période. Compte non tenu des emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid, qui affichent un RMPU plus bas, le RMPU mensuel de nos emplacements clients a augmenté à environ 320 \$ par emplacement client au 30 juin 2022 par rapport à un peu plus de 230 \$ par emplacement client au 30 juin 2021. Compte tenu des emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid, notre clientèle a généré un RMPU mensuel d'environ 170 \$ par emplacement client au 30 juin 2022. Pour plus de précision, le nombre d'emplacements clients de la Société pour la période correspond au nombre moyen d'emplacements clients tout au long de la période.

Emplacements clients. Un « **emplacement client** » s'entend de l'emplacement d'un commerçant facturable pour lequel un contrat de service est en vigueur ou dont le renouvellement est en négociation et, dans le cas de NuORDER, d'une marque avec un abonnement direct ou indirect payé pour lequel un contrat de service est en vigueur ou dont le renouvellement est en négociation. Un seul client distinct peut avoir plusieurs emplacements clients, qu'il s'agisse d'emplacements physiques ou de sites de commerce électronique, et dans le cas de NuORDER, des abonnements multiples. Nous estimons que notre capacité d'accroître le nombre d'emplacements clients utilisant notre plateforme est un indicateur de notre succès au chapitre de la pénétration de marché et de la croissance de notre entreprise. Notre succès en matière de croissance se mesure en nombre d'emplacements clients. Aux 30 juin 2022 et 2021, environ 326 000 et un peu plus de 150 000 emplacements clients, respectivement, utilisaient notre plateforme. Nos emplacements clients au 30 juin 2022 comprennent environ 160 000 emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid.

Volume traité par les solutions de paiement brut. Le « **volume traité par les solutions de paiement brut** » ou « **VTSPB** » désigne la valeur totale en dollars des transactions traitées, compte non tenu des montants traités au moyen de la solution NuORDER, au cours de la période par nos solutions de paiement pour lesquelles nous agissons à titre de partie principale dans l'entente avec un client, déduction faite des remboursements, ce qui inclut les frais de transport et de manutention, les droits de douane et des taxes à la valeur ajoutée. Nous sommes d'avis qu'une croissance du VTSPB est un indicateur de la force de nos solutions de paiement. À mesure que le nombre d'emplacements clients utilisant nos solutions de paiement augmente, nous générons un VTSPB plus élevé et nous constatons une hausse des produits tirés du traitement des transactions. Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, le VTSPB était de 3,3 G\$, contre 1,7 G\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2021, ce qui représente une croissance de 96 %. Nous avons exclu de notre VTSPB les montants traités au moyen de la solution NuORDER parce qu'ils représentent un volume de transactions interentreprises plutôt qu'un volume de transactions d'entreprise à particulier et que nous n'avons actuellement pas de solution de paiement robuste pour le volume de transactions interentreprises.

Volume de transactions brut. Le « **volume de transactions brut** » ou « **VTB** » correspond à la valeur totale en dollars des transactions traitées sur notre plateforme infonuagique SaaS (compte non tenu des montants traités par la solution NuORDER) pour une période donnée, après déduction des remboursements, et avant déduction des frais de transport et de manutention, droits de douane et taxes à la valeur ajoutée. Le VTB est, selon nous, un indicateur du succès de nos clients et de la vigueur de notre plateforme. Le VTB ne représente pas des produits que nous avons gagnés. Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, le VTB s'est élevé à 22,1 G\$, ce qui représente un accroissement de 36 % par rapport au VTB de 16,3 G\$ enregistré pour le trimestre clos le 30 juin 2021. Le VTB que nous avons traité au cours du trimestre clos le 30 juin 2022 comprenait un apport au VTB de 0,7 G\$ des emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid. Nous avons exclu de notre VTB les montants traités au moyen de la solution NuORDER parce qu'ils représentent un volume de transactions interentreprises plutôt qu'un volume de transactions d'entreprise à particulier et que nous n'avons actuellement pas de solution de paiement robuste pour le volume de transactions interentreprises.

Mesures et ratios non conformes aux IFRS et rapprochements

L'information présentée dans le rapport de gestion inclut certaines mesures financières et certains ratios financiers tels que le « BAIIA ajusté », la « perte ajustée », la « perte ajustée par action – de base et diluée » et les « flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation ». Ces mesures et ratios ne sont pas reconnus par les IFRS, n'ont pas un sens standardisé prescrit par les IFRS et ne sont probablement pas comparables à des mesures et à des ratios analogues présentés par d'autres entreprises. Ils s'ajoutent plutôt aux mesures et ratios conformes aux IFRS et constituent un complément d'information utile à une compréhension plus approfondie de nos résultats d'exploitation, tels que les comprend notre direction. Par conséquent, il faudrait se garder de considérer ces mesures et ratios isolément ou comme un substitut à l'analyse de notre information financière conforme aux IFRS. Ces mesures et ratios non conformes aux IFRS constituent pour l'investisseur des mesures et ratios supplémentaires de notre rendement d'exploitation et font ainsi ressortir les tendances qui touchent nos activités principales susceptibles de passer inaperçues lorsqu'on se fie uniquement aux mesures et ratios conformes aux IFRS. Les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées utilisent fréquemment des mesures et ratios non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices. Notre direction se sert aussi des mesures et ratios non conformes aux IFRS pour comparer le rendement de l'exploitation d'une période à l'autre, préparer les budgets d'exploitation et les prévisions annuels, et déterminer les composantes de la rémunération de la direction.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté est défini comme la perte nette après intérêts, impôt et amortissement, ou comme le BAIIA, après ajustement tenant compte de la charge de rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, de la charge de rémunération liée à des acquisitions déjà conclues, des profits et pertes de change, des frais liés aux transactions, des frais de restructuration et des provisions pour litiges. Le tableau suivant présente un rapprochement de la perte nette et du BAIIA ajusté des périodes indiquées :

(en milliers de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin	
	2022	2021
	\$	\$
Perte nette	(100 796)	(49 337)
Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent ¹⁾	38 302	16 675
Amortissement ²⁾	29 144	19 507
Perte de change ³⁾	443	249
Produit d'intérêts net ²⁾	(2 007)	(226)
Rémunération liée à des acquisitions ⁴⁾	17 103	2 014
Frais liés aux transactions ⁵⁾	2 174	5 296
Restructuration ⁶⁾	1 207	197
Provisions pour litiges ⁷⁾	918	1 205
Produit d'impôt	(2 089)	(1 594)
BAIIA ajusté	(15 601)	(6 014)

- ¹⁾ Ce poste se compose d'une charge hors trésorerie comptabilisée dans le cadre de l'émission d'options sur actions et autres attributions à nos employés et administrateurs aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres et des charges sociales qui s'y rapportent, étant donné que ces charges sont directement imputables à la rémunération à base d'actions. Il représente donc une estimation et est susceptible de changer. Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, la charge de rémunération à base d'actions se chiffrait respectivement à 38 528 \$ (charge de 12 387 \$ en juin 2021) et les charges sociales qui s'y rapportent étaient un produit de 226 \$ (charge de 4 288 \$ en juin 2021). Ces coûts sont inclus dans le coût direct des produits, les frais généraux et administratifs, les frais de recherche et développement et les frais de vente et de commercialisation (se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).
- ²⁾ Conformément à IFRS 16 *Contrats de location*, la perte nette comprend un amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation de 2 047 \$ et une charge d'intérêts liée aux obligations locatives de 271 \$, et exclut des charges locatives de 2 092 \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2022 (1 625 \$, 310 \$ et 1 756 \$, respectivement, pour le trimestre clos le 30 juin 2021).
- ³⁾ Ces pertes hors trésorerie sont liées à la conversion de devises.
- ⁴⁾ Ces coûts représentent une partie de la contrepartie versée aux entreprises acquises qui dépend des obligations d'emploi continu de certains membres du personnel clé des entreprises acquises en question, et/ou de l'atteinte de certains critères de performance.
- ⁵⁾ Ces frais se rapportent aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos premiers appels publics à l'épargne et à nos acquisitions, qui n'auraient par ailleurs pas été engagés. Ces coûts sont inclus dans les frais généraux et administratifs et les frais de vente et de commercialisation.
- ⁶⁾ Certaines fonctions et la structure de gestion connexe ont été modifiées et le seront de nouveau afin de réaliser des synergies et d'assurer une agilité organisationnelle. Les frais associés à cette réorganisation ont été comptabilisés à titre de frais de restructuration.
- ⁷⁾ Ces coûts représentent les provisions constituées et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques, engagés à l'égard de certains litiges, déduction faite des montants couverts par les assurances et des indemnités. Ces coûts ne comprennent pas les provisions constituées et les autres coûts engagés en lien avec des litiges que nous considérons comme faisant partie du cours normal de nos activités. Ces coûts sont inclus dans les frais généraux et administratifs.

Perte ajustée et perte ajustée par action – de base et diluée

La perte ajustée est définie comme la perte nette compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles, après ajustement tenant compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, de la charge de rémunération liée à des acquisitions conclues, des frais liés aux transactions, des frais de restructuration, des provisions pour litiges et le produit d'impôt différé. La perte ajustée par action – de base et diluée est définie comme la perte ajustée divisée par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (de base et diluée). Le tableau ci-après présente un rapprochement de la perte nette et de la perte ajustée des périodes indiquées.

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin	
	2022	2021
	\$	\$
Perte nette	(100 796)	(49 337)
Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent ¹⁾	38 302	16 675
Amortissement des immobilisations incorporelles	25 876	17 013
Rémunération liée à des acquisitions ²⁾	17 103	2 014
Frais liés aux transactions ³⁾	2 174	5 296
Restructuration ⁴⁾	1 207	197
Provisions pour litiges ⁵⁾	918	1 205
Produit d'impôt différé ⁶⁾	(2 353)	(2 224)
Perte ajustée	(17 569)	(9 161)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (de base et diluée)	148 973 294	130 882 174
Perte nette par action – de base et diluée	(0,68)	(0,38)
Perte ajustée par action – de base et diluée	(0,12)	(0,07)

¹⁾ Ce poste se compose d'une charge hors trésorerie comptabilisée dans le cadre de l'émission d'options sur actions et autres attributions à nos employés et administrateurs aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres et des charges sociales qui s'y rapportent, étant donné que ces charges sont directement imputables à la rémunération à base d'actions. Il représente donc une estimation et est susceptible de changer. Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, la charge de rémunération à base d'actions s'est élevée à 38 528 \$ (charge de 12 387 \$ en juin 2021) et les charges sociales qui s'y rapportent étaient un produit de 226 \$ (charge de 4 288 \$ en juin 2021). Ces coûts sont inclus dans le coût direct des produits, les frais généraux et administratifs, les frais de recherche et développement et les frais de vente et de commercialisation (se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).

²⁾ Ces coûts représentent une partie de la contrepartie versée aux entreprises acquises qui dépend des obligations d'emploi continu de certains membres du personnel clé des entreprises acquises en question, ou de l'atteinte de certains critères de performance.

³⁾ Ces frais se rapportent aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos premiers appels publics à l'épargne et à nos acquisitions, qui n'auraient par ailleurs pas été engagés. Ces coûts sont inclus dans les frais généraux et administratifs et les frais de vente et de commercialisation.

⁴⁾ Certaines fonctions et la structure de gestion connexe ont été modifiées et le seront de nouveau afin de réaliser des synergies et d'assurer une agilité organisationnelle. Les frais associés à cette réorganisation ont été comptabilisés à titre de frais de restructuration.

⁵⁾ Ces coûts représentent les provisions constituées et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques, engagés à l'égard de certains litiges, déduction faite des montants couverts par les assurances et des indemnités. Ces coûts ne comprennent pas les provisions constituées et les coûts engagés en lien avec des litiges que nous considérons comme faisant partie du cours normal de nos activités.

⁶⁾ Contrairement à la perte nette ajustée et à la perte nette ajustée par action présentées jusqu'au trimestre clos le 30 juin 2021, inclusivement, la perte ajustée et la perte nette ajustée par action – de base et diluée rajustent la perte nette au titre du produit d'impôt différé. Nous sommes d'avis que cet ajustement constitue une mesure plus utile pour nos parties prenantes que la perte nette ajustée et la perte nette ajustée par action, étant donné que la majeure partie de notre produit d'impôt différé découle de nos acquisitions, et non de nos activités dans le cours normal des activités.

Flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation

Les flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation sont définis comme les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, après ajustement tenant compte du paiement des charges sociales se rapportant à la rémunération à base d'actions, du paiement des charges de rémunération liées aux acquisitions réalisées, du paiement des frais liés aux transactions, du paiement des frais de restructuration, du paiement des montants liés aux provisions pour litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation, et du paiement des montants liés aux frais de développement interne inscrits à l'actif. Se reporter à la rubrique « Trésorerie et sources de financement » pour plus d'information sur les flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation. Le tableau ci-après présente un rapprochement des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation des périodes indiquées.

(en milliers de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin	
	2022	2021
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(33 414)	(14 610)
Charges sociales se rapportant à la rémunération à base d'actions ¹⁾	73	2 634
Rémunération liée à des acquisitions ²⁾	—	521
Frais liés aux transactions ³⁾	5 044	3 922
Restructuration ⁴⁾	583	810
Provisions pour litiges ⁵⁾	2 159	—
Frais de développement interne inscrits à l'actif ⁶⁾	(603)	—
Flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation	(26 158)	(6 723)

- 1) Ces montants représentent les entrées et sorties de trésorerie associées aux charges sociales liées aux options sur actions et autres attributions émises à nos employés et administrateurs dans le cadre de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres.
- 2) Ces montants représentent la sortie de trésorerie associée à une partie de la contrepartie versée aux entreprises acquises, qui se rattache aux obligations d'emploi continu de certains membres du personnel clé de ces entreprises acquises, et/ou à l'atteinte de certains critères de performance.
- 3) Ces montants représentent les sorties et les entrées de trésorerie attribuables à des écarts temporaires liées aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos appels publics à l'épargne et à nos acquisitions, qui n'auraient par ailleurs pas été engagés. Ces montants comprennent également des ajustements se rapportant au règlement des frais liés aux transactions des entreprises cibles qui ne s'inscrivaient pas dans le cours normal des activités pour nos acquisitions et qui ont été repris à titre de passifs aux dates d'acquisition pertinentes.
- 4) Certaines fonctions et la structure de gestion connexe ont été modifiées et le seront de nouveau afin de réaliser des synergies et d'assurer une agilité organisationnelle. Les frais associés à cette réorganisation ont été comptabilisés à titre de frais de restructuration.
- 5) Ces coûts représentent les entrées et sorties de trésorerie au titre des provisions constituées et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques, engagés à l'égard de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation. Ces entrées et sorties de trésorerie ne comprennent pas les entrées et sorties de trésorerie liées aux litiges que nous considérons comme faisant partie du cours normal de nos activités.
- 6) Ces montants représentent les sorties de trésorerie liées aux frais de développement interne inscrits à l'actif relativement à la plateforme Lightspeed B2B. Ces montants sont inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement des tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités. Si ces coûts n'étaient pas inscrits à l'actif à titre d'immobilisations incorporelles, ils feraient partie de nos flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Aucuns frais de développement interne inscrits à l'actif n'ont été comptabilisés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022.

Résumé des facteurs influant sur notre rendement

La croissance et le succès futur de notre entreprise sont tributaires de nombreux facteurs, et plus particulièrement de ceux qui sont énumérés ci-après. Si ces facteurs présentent des occasions intéressantes pour notre entreprise, ils n'en posent pas moins des défis importants, dont certains sont décrits ci-après et dans la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récente notice annuelle, ainsi que dans les autres documents que nous avons déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, qui peuvent être consultés sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov.

Adoption de notre plateforme par le marché

Nous avons l'intention de continuer à pousser l'adoption de notre plateforme de commerce de pointe en adaptant nos solutions aux besoins des clients actuels et futurs, quelle que soit leur envergure ou nature. Il existe un potentiel important d'accroissement de la pénétration du marché susceptible d'être intéressé par nos solutions, et ce potentiel est encore plus élevé avec la pandémie de COVID-19, qui force les PME à abandonner les anciens systèmes sur les lieux à la faveur de solutions d'infonuagique omnicanales. Nous devrions pouvoir réaliser ce potentiel en développant davantage nos produits et services, en nous intégrant en amont et en aval de la chaîne d'approvisionnement dans les marchés verticaux et en continuant d'investir dans des stratégies de commercialisation destinées à attirer de nouveaux clients pour notre plateforme, tant dans nos secteurs géographiques existants que sur de nouveaux marchés internationaux. Nous projetons également d'évaluer soigneusement les occasions de proposer nos solutions à des entreprises œuvrant dans des marchés verticaux que nous ne servons pas à l'heure actuelle. Nous continuerons d'investir dans notre plateforme afin d'augmenter notre nombre d'emplacements clients et de pousser l'adoption par le marché, en particulier pour nos solutions de paiement. Nos flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pourraient fluctuer à mesure que se feront ces investissements. Notre marché est vaste, évolutif, très fragmenté, concurrentiel et facilement accessible. Nos concurrents vont des grands fournisseurs bien établis aux plus petits qui en sont à leurs débuts. Nous nous attendons à ce que la concurrence s'intensifie à l'avenir, notamment en raison de la consolidation du secteur et du fait que les grands fournisseurs bien établis offrent de plus en plus de services à des clients aux besoins de plus en plus complexes.

Adoption de nos solutions de paiement par les clients

Compte non tenu des emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid, nos solutions de paiement sont désormais accessibles à la majorité de nos emplacements clients. Nous sommes d'avis que nos solutions de paiement deviennent une partie de plus en plus importante de nos activités à mesure qu'elles sont offertes à l'ensemble de notre clientèle dans nos principaux secteurs géographiques. Nos solutions de paiement sont conçues pour être une solution transparente et conviviale, et nous les offrons à des tarifs concurrentiels établis d'après un pourcentage du VTB traité électroniquement sur notre plateforme. Nous continuons d'observer une adoption accrue de nos solutions de traitement des paiements, qui sont le principal moteur de croissance des produits des activités ordinaires de la Société. Étant donné que nos produits des activités ordinaires proviendront de plus en plus de nos solutions de paiement, nous prévoyons qu'avec le temps, nos marges brutes baisseront, et ce, malgré l'augmentation marquée possible du total de nos produits des activités ordinaires, car la marge brute liée à notre flux de produits tirés du traitement des transactions est inférieure à celle liée à notre flux de produits tirés des abonnements.

Ventes complémentaires et ventes de gammes supérieures à nos clients existants

Nos clients existants constituent des cibles de choix pour notre stratégie de « conquête graduelle » de ventes complémentaires et de ventes de gammes supérieures moyennant des frais de vente et de commercialisation supplémentaires minimales. Bon nombre de nos clients commencent par utiliser notre plateforme pour un besoin précis. Une fois qu'ils auront constaté les avantages et les nombreuses fonctionnalités de notre plateforme, ils seront conquis et se tourneront graduellement vers nos autres services tels que Lightspeed Analytics, Lightspeed Payments et Lightspeed Capital. Nous projetons de poursuivre nos investissements dans le développement de produits, la vente et la commercialisation, l'ajout de solutions à notre plateforme et l'augmentation de l'utilisation de nos solutions et de la sensibilisation à celles-ci. Ces investissements comprennent l'intégration de la plateforme Lightspeed B2B afin de permettre les commandes de stocks directement à partir des points de vente du commerçant, et de transmettre aux différentes marques les données sur les consommateurs et les tendances afin qu'elles optimisent le processus de fabrication et de distribution. La croissance de nos produits et notre capacité à atteindre la rentabilité et à la maintenir reposent sur notre capacité à conserver les relations clients existantes et à continuer d'étendre l'utilisation de la gamme complète de nos solutions chez nos clients.

Agrandir notre équipe de vente et de commercialisation

Notre capacité à faire croître de façon marquée nos produits des activités ordinaires dépendra largement de l'efficacité de nos efforts de vente et de commercialisation, à l'échelle nationale et mondiale. La vente et la commercialisation sont effectuées pour une grande part par une équipe interne dont le dynamisme est à la base de notre succès. Nous avons investi dans notre force de vente et continuerons d'y investir massivement, et prévoyons, par conséquent, que nos effectifs de vente

continueront de grandir grâce à ces investissements. En complément à cette stratégie, nous avons commencé à investir dans la génération de clients potentiels dirigée par des tiers externes, en particulier sur nos marchés américains. Dans certains cas, nous avons complété cette approche avec des équipes de vente sur le terrain.

Ventes à l'échelle mondiale

La demande mondiale de notre plateforme continuera de s'accroître, car les PME sont à la recherche de solutions de bout en bout avec des capacités omnicanales qui leur permettront de prospérer et de réussir dans un environnement opérationnel de plus en plus complexe. Nos possibilités de croissance à l'échelle mondiale sont donc importantes. En prévision de cette demande éventuelle, nous avons investi et continuerons d'investir dans le personnel et la commercialisation, et nous ferons des acquisitions stratégiques pour soutenir notre croissance mondiale. Pour chaque nouveau pays où nous prenons de l'expansion ou cherchons à en prendre, nous nous concentrons sur la compréhension des besoins du marché local et investissons pour établir des relations et développer nos produits, tout en acquérant une compréhension des cadres réglementaires et de conformité locaux appropriés, et en s'y conformant.

Caractère saisonnier

Nous sommes d'avis que les produits tirés du traitement des transactions constitueront encore une proportion croissante de la composition totale de nos produits en raison du déploiement mondial et de l'adoption par nos clients de nos solutions de paiement. Nous nous attendons à ce que nos résultats reflètent de plus en plus un caractère saisonnier. Nous prévoyons que, de manière générale, nos produits des activités ordinaires continueront d'afficher une corrélation accrue avec le VTB des clients utilisant notre plateforme.

Monnaies étrangères

Notre monnaie de présentation et notre monnaie fonctionnelle sont le dollar américain. La plus grande partie de nos produits des activités ordinaires ainsi qu'une importante part de nos dépenses sont libellées en dollars américains. Notre siège social et une partie importante de nos employés sont situés au Canada, avec d'autres effectifs en Europe, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Une partie importante de nos dépenses est donc libellée en dollars canadiens et en euros, et une partie moindre, en d'autres monnaies. Par conséquent, nos résultats d'exploitation pourraient subir les contrecoups d'une diminution de la valeur du dollar américain par rapport à ces monnaies, principalement le dollar canadien et l'euro. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, nous avons adopté un programme de couverture pour atténuer l'incidence des fluctuations des taux de change sur les flux de trésorerie et les bénéfices futurs au moyen de contrats de change à terme que nous avons désignés comme couvertures de flux de trésorerie. Nous n'avons pas conclu de contrats de change à terme à l'égard de toutes les monnaies dans lesquelles nous exerçons actuellement nos activités, mais nous pouvons, à l'occasion, conclure d'autres contrats de change à terme à l'égard d'autres monnaies étrangères. La couverture du risque de change comporte un risque d'illiquidité et, dans la mesure où la valeur de la monnaie étrangère applicable fluctue par rapport au dollar américain, l'utilisation de couvertures pourrait entraîner des pertes plus importantes que si aucune couverture n'avait été utilisée. Rien ne garantit que nos stratégies de couverture, le cas échéant, seront efficaces ou que nous serons en mesure de conclure des contrats de change à terme à des conditions satisfaisantes. Se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récente notice annuelle, qui peut être consultée sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov, pour obtenir une analyse des fluctuations des taux de change.

Poursuite des acquisitions stratégiques

En complément à nos stratégies de croissance interne, nous avons adopté une approche basée sur des acquisitions ciblées et opportunes, identifié des acquisitions qui nous permettraient d'accélérer le développement de notre produit, avons accru notre pénétration du marché, développé des marchés verticaux et créé de la valeur pour nos actionnaires. Depuis la création de la Société, nous avons développé une expertise importante en vente et en commercialisation et nous la mettons à profit pour faciliter notre croissance continue à l'échelle mondiale, tant sur le plan de la croissance interne que sur celui de l'intégration des entreprises acquises.

Compte tenu de notre expérience et de notre envergure, nous sommes d'avis que nous sommes bien positionnés pour poursuivre notre croissance interne à l'échelle mondiale et nos acquisitions stratégiques. Toutefois, ces acquisitions et ces

investissements pourraient détourner l'attention de la direction et entraîner des difficultés opérationnelles en l'absence d'une réalisation et d'une intégration adéquates et en temps opportun, ou autrement perturber notre fonctionnement ou avoir une incidence défavorable sur nos activités, nos résultats d'exploitation et notre situation financière, que ces acquisitions et ces investissements soient ou non réalisés.

Conditions économiques et tendances qui en découlent en matière de dépenses de consommation

Notre rendement est tributaire de la conjoncture économique mondiale et d'événements à l'échelle internationale, y compris des risques politiques, économiques, sociaux et environnementaux qui peuvent avoir une incidence sur nos activités ou sur celles de nos clients. Ces conditions et événements peuvent avoir une incidence défavorable sur la confiance des consommateurs, les dépenses de consommation, le revenu discrétionnaire des consommateurs ou les changements dans les habitudes d'achat des consommateurs. La détérioration de la conjoncture économique, y compris la hausse des taux de chômage, l'inflation et la montée des taux d'intérêt, peut avoir une incidence défavorable sur les dépenses de consommation, les niveaux d'endettement des consommateurs et l'utilisation des cartes de crédit et de débit et, par conséquent, nuire à notre rendement financier en réduisant le nombre d'opérations effectuées au moyen de nos solutions de paiement ou le montant moyen des achats effectués. Une grande majorité des clients qui utilisent notre plateforme sont des PME et bon nombre de nos clients sont au stade de démarrage de leurs activités. Les PME peuvent être lourdement touchées par la conjoncture économique ou les ralentissements économiques susmentionnés, surtout si elles vendent des biens discrétionnaires. Les PME ont souvent des budgets limités et peuvent décider d'affecter leurs dépenses à des éléments autres que notre plateforme, surtout en période d'incertitude économique ou de récession. Les incertitudes économiques et géopolitiques, y compris celles liées à la pandémie de COVID-19, aux variants du virus et à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, pourraient amplifier davantage ces risques.

Les ralentissements économiques peuvent nuire aux ventes des secteurs du commerce de détail et de l'hôtellerie, ce qui pourrait entraîner une diminution des volumes de paiements que nous traitons et mener des clients qui utilisent notre plateforme à fermer définitivement leurs portes ou à cesser d'utiliser nos services afin de conserver des liquidités. De plus, nos clients qui exploitent des restaurants exercent leurs activités dans un secteur extrêmement concurrentiel et soumis à une exposition accrue aux conditions économiques affectant les dépenses discrétionnaires des consommateurs, ce qui donne lieu à un risque global et à un taux de défaillance généralement plus élevés que pour les autres entreprises en général.

L'affaiblissement des conditions économiques peut également nuire aux tiers, y compris aux fournisseurs et aux partenaires, avec lesquels nous avons établi des relations et dont nous dépendons pour exploiter et développer notre entreprise. La conjoncture économique incertaine et défavorable peut également entraîner une augmentation des radiations de nos créances clients, ainsi que des remboursements et des rétrofacturations ou des pertes éventuelles en lien avec notre programme d'avances de fonds aux commerçants, ce qui peut avoir un effet négatif sur nos activités.

Pandémie de COVID-19

En dépit d'un contexte macroéconomique difficile, la Société a maintenu une forte croissance qui s'explique en partie par ses acquisitions. Cependant, les conséquences futures de la pandémie de COVID-19 sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation demeurent incertaines. Les mesures mises en place pour tenter de contenir et limiter la propagation du virus, comme les restrictions en matière de déplacement, les mesures d'isolement volontaire, la fermeture obligatoire des services et des entreprises non essentiels et les mesures de distanciation physique, et leurs répercussions sur les activités et les dépenses des commerçants, des marques et des clients, notamment des problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement, ont perturbé et pourraient éventuellement perturber le cours normal de nos activités et auront des conséquences pour nos employés, nos fournisseurs, nos partenaires, nos clients et leurs propres clients. L'étendue des répercussions de la COVID-19 sur nos activités, nos résultats d'exploitation et notre situation financière dépend d'événements à venir très incertains et ne pouvant être anticipés, notamment la durée et l'ampleur de la pandémie de COVID-19, la propagation de variants, la disponibilité, la distribution et l'efficacité des vaccins, l'incidence de la pandémie de COVID-19 et des restrictions qui en découlent sur l'activité économique, le commerce intérieur et le commerce international, et la portée et l'incidence de ces facteurs et d'autres sur nos employés, nos partenaires, nos fournisseurs, nos clients et leurs propres clients.

La crise mondiale que nous vivons actuellement a eu et peut éventuellement avoir des conséquences pour nos clients, notamment sur le VTB, la demande générale pour nos services, et l'arrêt temporaire des abonnements et le taux de résiliation prévu de la clientèle attribuables à la fermeture temporaire ou permanente d'entreprises. La crise a également restreint, et pourrait éventuellement continuer de le faire, leur capacité à se procurer des stocks, des ingrédients ou des fournitures, à générer des ventes ou à nous verser leurs paiements en temps opportun. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, nous avons mis en place à divers moments et dans différentes régions des initiatives axées sur les clients afin d'aider ceux-ci pendant la pandémie de COVID-19. Ces initiatives ont eu un effet négatif sur nos produits des activités ordinaires et nos flux de trésorerie et nous pourrions les maintenir ou en implanter de nouvelles dans les marchés verticaux et les régions qui sont ou qui demeurent touchés par la pandémie de COVID-19.

La COVID-19 est également source de grande incertitude pour l'économie mondiale. Les ralentissements de la croissance économique, plus particulièrement s'ils occasionnent une réduction des dépenses des consommateurs, pourraient avoir un effet négatif sur nos clients et nos résultats d'exploitation. La conjoncture économique incertaine et défavorable peut également entraîner une augmentation des radiations de nos créances clients, des remboursements et des rétrofacturations ou des pertes éventuelles en lien avec notre programme d'avances de fonds aux commerçants, ce qui pourrait nous obliger à comptabiliser une perte de valeur sur nos actifs non financiers dans nos états financiers. Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée à cet effet au 30 juin 2022.

L'incertitude concernant l'économie mondiale et la volatilité des marchés a été exacerbée par l'apparition de nouveaux variants ou de mutations de la COVID-19, et pourrait le demeurer. La volatilité continue des marchés financiers pourrait entraîner un autre recul du cours de nos actions à droit de vote subalterne, ce qui ferait croître le risque que d'autres recours collectifs en valeurs mobilières soient intentés contre la Société.

La pandémie de COVID-19 et les restrictions qui en découlent peuvent aussi altérer ou entraver la capacité des employés à travailler, entraîner des délais ou des perturbations dans les services offerts par nos fournisseurs, nous rendre plus vulnérables, ainsi que nos partenaires et nos fournisseurs de services, aux atteintes à la sécurité, aux attaques par déni de service, au piratage et à l'hameçonnage, ou être la cause d'autres événements imprévisibles. La durée, la gravité et les effets continus de la pandémie de COVID-19 pourraient aussi avoir pour effet d'intensifier nombre d'autres risques décrits aux présentes, dans notre dernière notice annuelle ainsi que dans les documents que nous avons déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières du Canada et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis. De plus, bien que nous ayons tenté de cerner tous les risques associés à la COVID-19 pour notre entreprise, l'incertitude et le manque de prévisibilité liés à la pandémie de COVID-19 impliquent que d'autres risques nous étant encore inconnus ou que nous jugeons actuellement non significatifs pourraient avoir une incidence sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Bien qu'il reste difficile d'estimer la gravité, l'ampleur ou la durée globales de la pandémie de COVID-19, ses effets négatifs importants sur nos employés, clients, fournisseurs, partenaires et autres parties prenantes pourraient également nuire de manière considérable à nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation.

Principaux éléments du résultat d'exploitation

Produits

Produits tirés des abonnements

Nous tirons des produits des abonnements essentiellement de la vente d'abonnements à nos solutions logicielles. Nous offrons des plans tarifaires conçus pour répondre aux besoins de nos clients actuels et futurs qui permettent à nos solutions de s'adapter aux clients tout au long de leur croissance. Nos plans d'abonnement sont assortis d'une durée d'un mois, d'un an ou de plusieurs années. Les plans d'abonnement à nos solutions infonuagiques comprennent les services d'entretien et de soutien. Les clients achètent des plans d'abonnement directement auprès de nous ou par l'intermédiaire de nos partenaires de distribution. Outre les abonnements de base susmentionnés, les clients peuvent acheter des services supplémentaires comme les services de livraison, de commande à distance, de présentation de rapports évoluée, de comptabilité et d'analyse. De plus, nous tirons des produits des ententes de partage de produits de la part de nos partenaires vers lesquels nous dirigeons des commerçants.

Produits tirés du traitement des transactions

Nous tirons des produits du traitement des transactions en fournissant à nos clients la fonctionnalité permettant d'accepter les paiements des consommateurs. Ces produits se présentent sous la forme de frais de transaction, et représentent un pourcentage du VTB traité grâce aux solutions que nous offrons. Nos produits tirés du traitement des transactions proviennent de nos solutions de paiement et de nos ententes de partage de produits conclues avec nos partenaires de paiement intégré. Les ententes de partage de produits sont majoritairement antérieures à la disponibilité de Lightspeed Payments et résultent également de flux de revenus hérités de certaines de nos récentes acquisitions. Puisque nous n'agissons pas en tant que partie principale dans le cadre de ces ententes, nous comptabilisons les produits tirés de ces flux au montant net que nous conservons conformément aux IFRS. Cela signifie également que nous touchons en général un produit moindre que ce que nous obtiendrions si les paiements étaient traités au moyen de nos propres solutions de paiement puisque nous avons un contrôle moindre sur la relation client sous-jacente. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, nous avons commencé à offrir des solutions de paiement pour lesquelles nous agissons en tant que partie principale aux clients acquis dans le cadre de l'acquisition de ShopKeep. Cela nous donne un plus grand contrôle sur les relations clients et augmente les volumes de transactions avec nos partenaires de traitement des paiements, ce qui nous permet d'obtenir de meilleurs résultats de paiement dans l'ensemble. Comme nous agissons comme partie principale dans la relation, les frais de traitement de paiements comptabilisés correspondent au montant brut de la contrepartie payée par le client par opposition au montant net de la contrepartie que nous conservons. Nous tirons également des produits de Lightspeed Capital, un programme d'avances de fonds aux commerçants dans le cadre duquel nous achetons un montant désigné de créances futures à escompte et le client nous remet un pourcentage fixe de ses ventes quotidiennes jusqu'à ce que le solde ait été entièrement remis.

Nos solutions de paiement permettent à nos clients d'accepter des paiements électroniques en magasin au moyen de terminaux connectés et de services en ligne. Compte non tenu des emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid, nos solutions de paiement sont désormais accessibles à la majorité de nos emplacements clients. L'offre d'une fonctionnalité de paiement totalement intégrée est hautement complémentaire de la plateforme que nous offrons à nos clients aujourd'hui et nous permettra de monétiser une plus grande part des 79,8 G\$ du VTB traité au cours des 12 mois précédant le 30 juin 2022.

Produits tirés de la vente de matériel informatique et autres produits

Ces produits sont généralement des produits ponctuels liés à la vente de matériel informatique auquel nos solutions sont intégrées et à la vente de services professionnels soutenant l'installation et la mise en place de nos solutions. Nous tirons des produits de la vente de matériel périphérique de points de vente comme les tablettes, les terminaux à accès direct pour les clients, les imprimantes de reçus, le matériel de mise en réseau, les tiroirs de caisses, les terminaux de paiement, les serveurs, les supports, les lecteurs de codes à barres et un assortiment d'accessoires.

Même si nos solutions logicielles sont destinées à devenir des solutions clés en main qui peuvent être utilisées par le client dès leur livraison, nous fournissons des services professionnels aux clients dans certaines circonstances sous la forme d'installations et de mises en œuvre sur les lieux. Ces services de mise en œuvre sont généralement fournis par notre équipe d'intégration interne ou un réseau de partenaires certifiés. De plus, nous percevons à l'occasion des frais ponctuels pour des travaux d'intégration réalisés dans le cadre de certains partenariats stratégiques.

Coût direct des produits

Coût des produits tirés des abonnements

Le coût des produits tirés des abonnements se compose principalement des salaires et autres frais liés au personnel pour un sous-groupe de l'équipe de soutien, des coûts liés à l'infrastructure d'hébergement pour nos services et des autres coûts indirects imputés au siège social. Les principales charges comprennent les coûts de notre service de soutien, y compris le total des salaires et avantages sociaux, la rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent, les coûts liés à la capacité du centre de données et les coûts directs payés à des tiers, notamment ceux liés à notre soutien à la clientèle et aux redevances et les montants payés à des tiers fournisseurs de services infonuagiques.

Coût des produits tirés du traitement des transactions

Le coût des produits tirés du traitement des transactions se compose principalement des coûts directs engagés lorsque les transactions sont traitées avec nos solutions de paiement, des salaires et autres frais liés au personnel pour un sous-groupe de l'équipe de soutien, qui comprennent la rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent, et d'autres coûts indirects imputés au siège social. Les coûts directs comprennent les frais d'interchange et d'évaluation de réseau, les frais de traitement, ainsi que les frais de règlement bancaires des tiers fournisseurs de services de traitement de paiement et des institutions financières participant au règlement.

Coût des produits tirés de la vente de matériel informatique et autres produits

Le coût de ces produits comprend les coûts liés à nos solutions de matériel comme le coût d'acquisition des stocks de matériel informatique, notamment le prix d'achat du matériel, les charges liées aux tiers fournisseurs de services de traitement des commandes, les frais d'expédition et de manutention et les rajustements de stocks, les charges liées aux coûts des services professionnels fournis aux clients, les salaires et autres frais liés au personnel, qui comprennent la rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent, ainsi que les autres coûts indirects imputés au siège social.

Charges d'exploitation

Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs se composent des salaires et autres frais liés au personnel, notamment la charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent, en ce qui concerne les charges au titre des finances, de la comptabilité, des services juridiques, des services administratifs, des ressources humaines et des services financiers. Ils comprennent également des charges au titre des services informatiques, des systèmes et de la sécurité liés à l'information et des données de l'entreprise sur les employés, qui sont partiellement imputées à la recherche et développement, aux ventes et à la commercialisation et au coût direct des produits. Les frais généraux et administratifs se composent également d'autres frais professionnels, des coûts liés à des transactions réalisées dans le cadre de nos acquisitions, des frais liés aux systèmes internes, ainsi que d'autres charges liées au siège social. À titre de société cotée en bourse aux États-Unis, il est coûteux pour nous d'obtenir une assurance de la responsabilité civile des administrateurs et des dirigeants et nous continuons de devoir gérer les compromis entre l'acceptation d'une couverture réduite ou l'engagement de coûts plus élevés pour conserver ou élargir notre couverture, bien que les modifications récemment apportées aux lois et aux règlements régissant la couverture d'assurance pour les sociétés domiciliées au Québec aient eu une incidence favorable sur certaines de nos primes. Nous nous attendons à ce que, à long terme, les frais généraux et administratifs diminuent en pourcentage du total des produits des activités ordinaires à mesure que nous focalisons sur les procédés, les systèmes et les contrôles afin que les fonctions de soutien interne soient proportionnelles à l'expansion de nos activités.

Recherche et développement

Les frais de recherche et développement se composent principalement des salaires et autres frais liés au personnel, notamment la charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent, en ce qui concerne les fonctions liées aux produits, soit la gestion des produits, le développement des activités principales, les données, la conception et le développement des produits, ainsi que les coûts indirects imputés au siège social. Nous continuons de concentrer nos initiatives de recherche et développement sur l'ajout de nouvelles caractéristiques et solutions, outre l'expansion des fonctionnalités et le rehaussement de la convivialité de notre plateforme. Ces frais ont généré des crédits d'impôt en provenance principalement du Programme de la recherche scientifique et développement expérimental (« RS&DE ») et du crédit d'impôt pour le développement des affaires électroniques, soit les « crédits d'impôt RS&DE » et le « crédit d'impôt pour le développement des affaires électroniques ». Les crédits d'impôt pour les affaires électroniques sont remboursables, tandis que les crédits au titre de la RS&DE sont non remboursables et reportés en avant pour réduire le passif d'impôt exigible. Étant donné les pertes récentes de la Société au Canada, ces crédits au titre de la RS&DE n'ont pas été comptabilisés dans les états financiers. Quand ils le seront, ils réduiront les frais de recherche et développement. Nous nous attendons à ce que les frais de recherche et développement baissent par rapport au total des produits à mesure que nous réaliserons des économies d'échelle supplémentaires grâce à notre expansion, ce qui ne saurait se produire

dans l'immédiat, cependant, étant donné que nous nous employons encore à élargir notre groupe de technologie pour l'adapter à la croissance prévue.

Vente et commercialisation

Les frais de vente et de commercialisation se composent principalement des coûts de vente et de commercialisation, des salaires et autres frais liés au personnel, notamment la charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent, pour l'expansion des ventes et des affaires et de la mise en marché. Les autres coûts de vente et de commercialisation comprennent les coûts d'acquisition de nouveaux clients, les frais de déplacement, ainsi que les coûts indirects imputés au siège social. Nous entendons poursuivre l'expansion des initiatives de vente et de commercialisation en vue d'attirer de nouveaux commerçants, de conserver les commerçants actuels et d'augmenter les produits tirés des clients nouveaux et actuels. Au fil du temps, nous nous attendons à ce que diminuent les frais de vente et de commercialisation exprimés en pourcentage du total des produits des activités ordinaires à mesure que nous réalisons les économies d'échelle de notre expansion.

Rémunération liée à des acquisitions

La charge de rémunération liée à des acquisitions représente la partie de la contrepartie versée aux entreprises acquises qui dépend des obligations d'emploi ou de service continu de certains membres du personnel clés desdites entreprises acquises, ou de l'atteinte de certains critères de performance. Cette partie du prix d'achat est amortie sur la période de service pertinente pour ces membres du personnel clés.

Résultats d'exploitation

Le tableau ci-après présente nos états consolidés du résultat net non audités pour les trimestres clos les 30 juin 2022 et 2021 :

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin	
	2022	2021
	\$	\$
Produits		
Abonnements	73 560	49 925
Traitement des transactions	91 524	56 453
Matériel informatique et autres produits	8 798	9 542
Total des produits	173 882	115 920
Coût direct des produits		
Abonnements	20 423	14 617
Traitement des transactions	62 901	32 189
Matériel informatique et autres produits	13 033	11 541
Total du coût des produits	96 357	58 347
Marge brute	77 525	57 573
Charges d'exploitation		
Frais généraux et administratifs	30 239	22 277
Recherche et développement	35 636	22 216
Vente et commercialisation	68 645	42 270
Amortissement des immobilisations corporelles	1 221	869
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	2 047	1 625
Perte de change	443	249
Rémunération liée à des acquisitions	17 103	2 014
Amortissement des immobilisations incorporelles	25 876	17 013
Restructuration	1 207	197
Total des charges d'exploitation	182 417	108 730
Perte d'exploitation	(104 892)	(51 157)
Produit d'intérêts net	2 007	226
Perte avant impôt sur le résultat	(102 885)	(50 931)
Charge (produit) d'impôt		
Exigible	264	630
Différé	(2 353)	(2 224)
Total du produit d'impôt	(2 089)	(1 594)
Perte nette	(100 796)	(49 337)
Perte nette par action – de base et diluée	(0,68)	(0,38)

Le tableau ci-après présente la charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent, incluses dans les résultats d'exploitation pour les trimestres clos les 30 juin 2022 et 2021 :

(en milliers de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin	
	2022	2021
	\$	\$
Coût direct des produits	2 246	1 195
Frais généraux et administratifs	10 085	3 369
Recherche et développement	10 885	4 204
Vente et commercialisation	15 086	7 907
Total de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent	38 302	16 675

Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, la charge de rémunération à base d'actions s'est élevée à 38 528 \$ (12 387 \$ en juin 2021) et les charges sociales qui s'y rapportent étaient un produit de 226 \$ (charge de 4 288 \$ en juin 2021).

La hausse de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent pour le trimestre clos le 30 juin 2022 s'explique principalement par l'émission d'options sur actions et d'attributions au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022 aux employés actuels et nouveaux, notamment les employés issus de nos récentes acquisitions, notre chef de la direction, notre chef de l'exploitation et notre chef des finances en lien avec leur nomination respective à ces postes, ainsi que les dirigeants et le personnel clés à titre d'incitatifs de rétention, dans un marché de l'emploi concurrentiel. Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2021, nous avons consenti des attributions de titres de capitaux propres à certains employés actuels aux termes d'une attribution non récurrente spéciale aux fins de la rétention. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2022, nous avons attribué des options fondées sur la performances pluriannuelles à long terme à M. Chauvet, dans le cadre de sa nomination au poste de chef de la direction, ainsi qu'à M. Nussey et à Mme Hotchandani Bakshani, dans le cadre de leurs promotions respectives aux postes de chef de l'exploitation et de chef des finances. Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, la rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent au titre des frais de vente et de commercialisation comprend les UAFR émises aux fondateurs de NuORDER au cours du trimestre clos le 31 mars 2022. Chaque tranche est rattachée au maintien en poste des fondateurs et certaines tranches sont tributaires de l'atteinte de certains critères de performance.

Résultats d'exploitation pour les trimestres clos les 30 juin 2022 et 2021

Produits

	Trimestres clos les 30 juin			
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	2022	2021	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%
Produits				
Abonnements	73 560	49 925	23 635	47,3
Traitement des transactions	91 524	56 453	35 071	62,1
Matériel informatique et autres produits	8 798	9 542	(744)	(7,8)
Total des produits	173 882	115 920	57 962	50,0
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires				
Abonnements	42,3 %	43,1 %		
Traitement des transactions	52,6 %	48,7 %		
Matériel informatique et autres produits	5,1 %	8,2 %		
Total	100 %	100 %		

Produits tirés des abonnements

Les produits tirés des abonnements ont augmenté de 23,6 M\$, ou 47 %, pour le trimestre clos le 30 juin 2022, comparativement au trimestre clos le 30 juin 2021. L'augmentation est principalement attribuable à l'accroissement de notre base d'abonnés, compte tenu des clients ajoutés dans le cadre des acquisitions de NuORDER et d'Ecwid. Les clients adoptant des modules complémentaires à notre plateforme ont également contribué à la hausse des produits tirés des abonnements.

Produits tirés du traitement des transactions

Les produits tirés du traitement des transactions ont augmenté de 35,1 M\$, ou 62 %, pour le trimestre clos le 30 juin 2022, comparativement au trimestre clos le 30 juin 2021. L'augmentation est principalement attribuable à l'engouement soutenu de nos solutions de paiement et a mené à une augmentation du VTSPB, lequel est passé de 1,7 G\$ à 3,3 G\$, pour une croissance de 96 %.

Produits tirés de la vente de matériel informatique et autres produits

Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, les produits tirés du matériel informatique et autres produits ont été inférieur de 0,7 M\$, ou 8 %, à ceux du trimestre clos le 30 juin 2021 en raison des réductions de prix et des incitatifs supplémentaires consentis au cours du trimestre clos le 30 juin 2022 afin de favoriser les nouvelles affaires, étant donné la vive concurrence dans notre secteur d'activité.

Coût direct des produits

	Trimestres clos les 30 juin			
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	2022	2021	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%
Coût direct des produits				
Abonnements	20 423	14 617	5 806	39,7
Traitement des transactions	62 901	32 189	30 712	95,4
Matériel informatique et autres produits	13 033	11 541	1 492	12,9
Coût total des produits	96 357	58 347	38 010	65,1
En pourcentage des produits des activités ordinaires				
Abonnements	27,8 %	29,3 %		
Traitement des transactions	68,7 %	57,0 %		
Matériel informatique et autres produits	148,1 %	120,9 %		
Total	55,4 %	50,3 %		

Coût des produits tirés des abonnements

Le coût des produits tirés des abonnements pour le trimestre clos le 30 juin 2022 a augmenté de 5,8 M\$, ou 40 %, comparativement au trimestre clos le 30 juin 2021. Le coût des produits tirés des abonnements du trimestre clos le 30 juin 2022 comprend une rémunération à base d'actions de 1,8 M\$, comparativement à 1,1 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2021. Le reste de la hausse de 5,1 M\$ est par ailleurs principalement imputable à l'augmentation de 2,9 M\$ des frais de personnel, à la hausse de 1,5 M\$ des frais d'hébergement associés à un plus grand nombre d'emplacements clients utilisant notre plateforme, notamment en raison des acquisitions de NuORDER et d'Ecwid, à un accroissement de 0,4 M\$ des redevances et à une augmentation de 0,3 M\$ des honoraires professionnels et autres charges.

Coût des produits tirés du traitement des transactions

Le coût des produits tirés du traitement des transactions pour le trimestre clos le 30 juin 2022 a augmenté de 30,7 M\$, ou 95 %, comparativement au trimestre clos le 30 juin 2021. L'augmentation est attribuable aux coûts directs liés à la hausse des produits tirés de nos solutions de paiement par rapport au trimestre clos le 30 juin 2021.

Coût des produits tirés du matériel informatique et autres produits

Le coût direct des produits tirés du matériel informatique et autres produits pour le trimestre clos le 30 juin 2022 a augmenté de 1,5 M\$, ou 13 %, par rapport au trimestre clos le 30 juin 2021 en raison de l'accroissement de nos effectifs, de la hausse des charges salariales et de l'augmentation des coûts du matériel informatique pour la période. Les marges négatives sont attribuables aux réductions de prix et aux incitatifs consentis afin de favoriser les nouvelles affaires, étant donné la vive concurrence dans notre secteur d'activité.

Marge brute

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Variation \$	Variation %
	2022	2021		
	\$	\$		
Marge brute	77 525	57 573	19 952	34,7
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	44,6 %	49,7 %		

La marge brute a augmenté de 20,0 M\$, ou 35 %, pour le trimestre clos le 30 juin 2022 comparativement au trimestre clos le 30 juin 2021. L'augmentation s'explique principalement par la croissance de nos produits tirés des abonnements et de nos produits tirés du traitement des transactions, qui est attribuable à un plus grand nombre d'emplacements clients utilisant notre plateforme, par un accroissement du VTB des clients utilisant notre plateforme, ainsi que par l'incidence des acquisitions de NuORDER et d'Ecwid, facteurs en partie contrebalancés par les marges plus faibles sur les produits tirés du matériel informatique et autres produits. Une plus grande proportion des produits tirés du traitement des transactions au trimestre clos le 30 juin 2022 par rapport au trimestre clos le 30 juin 2021 a eu pour effet de réduire la marge brute en pourcentage des produits.

Charges d'exploitation

Frais généraux et administratifs

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Variation \$	Variation %
	2022	2021		
	\$	\$		
Frais généraux et administratifs	30 239	22 277	7 962	35,7
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	17,4 %	19,2 %		

Les frais généraux et administratifs pour le trimestre clos le 30 juin 2022 ont augmenté de 8,0 M\$, ou 36 %, par rapport au trimestre clos le 30 juin 2021. Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, ces frais comprennent une charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent de 10,1 M\$, des frais liés aux transactions de 1,9 M\$ et un montant de 0,9 M\$ au titre des provisions et autres coûts engagés dans le cadre de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation, comparativement à 3,4 M\$, à 5,0 M\$ et à 1,2 M\$, respectivement, pour le trimestre clos le 30 juin 2021. Compte non tenu de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, des frais liés aux transactions et des provisions et autres coûts engagés dans le cadre de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation, les frais généraux et administratifs ont augmenté de 4,7 M\$ en raison de l'accroissement de nos effectifs et de la hausse des charges salariales de 3,5 M\$, dont une tranche de 0,8 M\$ est liée aux acquisitions de NuORDER et d'Ecwid, d'une augmentation de 0,8 M\$ des honoraires professionnels et autres charges et d'une hausse de 0,6 M\$ des créances douteuses, ce qui a été compensé par une diminution de 0,2 M\$ de la couverture d'assurance des administrateurs et des dirigeants. Nos frais généraux et administratifs en pourcentage des produits des activités ordinaires ont diminué, passant de 19 % pour le trimestre clos le 30 juin 2021 à 17 % pour le trimestre clos le 30 juin 2022.

Recherche et développement

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Variation	Variation
	2022	2021		
	\$	\$	\$	%
Recherche et développement	35 636	22 216	13 420	60,4
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	20,5 %	19,2 %		

Les frais de recherche et développement pour le trimestre clos le 30 juin 2022 ont augmenté de 13,4 M\$, ou 60 %, par rapport au trimestre clos le 30 juin 2021. Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, ces frais comprennent une charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent de 10,9 M\$, comparativement à 4,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2021. Compte non tenu de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, les frais de recherche et développement ont augmenté de 6,7 M\$ en raison de l'accroissement de nos effectifs et de la hausse des charges salariales de 4,9 M\$, dont une tranche de 4,2 M\$ est liée aux acquisitions de NuORDER et d'Ecwid, d'une augmentation de 0,4 M\$ des frais d'hébergement et d'une hausse de 1,4 M\$ des honoraires professionnels et autres charges. Nos frais de recherche et développement en pourcentage des produits ont augmenté, passant de 19 % pour le trimestre clos le 30 juin 2021 à 20 % pour le trimestre clos le 30 juin 2022.

Vente et commercialisation

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Variation	Variation
	2022	2021		
	\$	\$	\$	%
Vente et commercialisation	68 645	42 270	26 375	62,4
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	39,5 %	36,5 %		

Les frais de vente et de commercialisation pour le trimestre clos le 30 juin 2022 ont augmenté de 26,4 M\$, ou 62 %, comparativement au trimestre clos le 30 juin 2021. Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, ces frais comprennent une charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent de 15,1 M\$ et des frais liés aux transactions de 0,3 M\$, comparativement à 7,9 M\$ et à 0,3 M\$, respectivement, pour le trimestre clos le 30 juin 2021. Compte non tenu de la charge de rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent et des frais liés aux transactions, les frais de vente et de commercialisation ont augmenté de 19,2 M\$ en raison de l'accroissement de nos effectifs et de la hausse des charges salariales de 7,9 M\$, dont une tranche de 4,8 M\$ est liée aux acquisitions de NuORDER et d'Ecwid, d'un montant de 7,5 M\$ pour d'autres investissements de croissance en vente et commercialisation, d'un montant de 3,3 M\$ lié à notre conférence annuelle à l'intention des représentants, des partenaires et des clients, qui a été réalisée en mode virtuel au cours du trimestre clos le 30 juin 2021 et est de retour en présentiel au cours du trimestre clos le 30 juin 2022, et d'une augmentation de 0,5 M\$ des honoraires professionnels et autres charges. Nos frais de vente et de commercialisation en pourcentage des produits des activités ordinaires ont augmenté, passant de 36 % pour le trimestre clos le 30 juin 2021 à 39 % pour le trimestre clos le 30 juin 2022.

Amortissement

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin			
	2022	2021	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%
Amortissement des immobilisations corporelles	1 221	869	352	40,5
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	2 047	1 625	422	26,0
	3 268	2 494	774	31,0
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	1,9 %	2,2 %		

L'amortissement des immobilisations corporelles pour le trimestre clos le 30 juin 2022 a augmenté de 0,4 M\$, ou 41 %, comparativement au trimestre clos le 30 juin 2021. Cette hausse de la charge d'amortissement découle des entrées d'immobilisations corporelles effectuées au cours des 12 derniers mois et des immobilisations obtenues dans le cadre de nos acquisitions récentes. L'augmentation de 0,4 M\$ de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation découle principalement des contrats de location obtenus lors de l'acquisition de NuORDER.

Perte de change

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin			
	2022	2021	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%
Perte de change	443	249	194	77,9
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	0,3 %	0,2 %		

La perte de change a augmenté pour le trimestre clos le 30 juin 2022 par rapport au trimestre clos le 30 juin 2021. Cette perte survient alors que nous avons des actifs et passifs financiers impayés libellés dans une monnaie autre que le dollar américain, notre monnaie fonctionnelle. Les éléments compris dans nos résultats sont évalués en dollars américains et les transactions en devises sont converties en dollars américains aux taux de change en vigueur à la date des transactions ou lors de la réévaluation d'éléments, les profits et les pertes en résultant étant comptabilisés par la suite.

Rémunération liée à des acquisitions

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin			
	2022	2021	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%
Rémunération liée à des acquisitions	17 103	2 014	15 089	749,2
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	9,8 %	1,7 %		

La charge de rémunération liée à des acquisitions pour le trimestre clos le 30 juin 2022 a augmenté de 15,1 M\$, ou 749 %, comparativement au trimestre clos le 30 juin 2021. L'augmentation est imputable à une charge de rémunération différée supplémentaire liée aux acquisitions de NuORDER et d'Ecwid, qui a été compensée par une diminution de la charge de rémunération différée en lien avec les acquisitions d'iKentoo, de Kounta et de Gastrofix, qui ont toutes été entièrement réglées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022. La majeure partie de la contrepartie éventuelle est liée aux obligations d'emploi continu dans le cadre de certaines acquisitions. Cette contrepartie éventuelle n'était pas incluse dans la contrepartie totale liée aux acquisitions, mais a plutôt été traitée comme une charge de rémunération liée à des acquisitions au titre des services postérieurs au regroupement.

Amortissement des immobilisations incorporelles

	Trimestres clos les 30 juin			
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	2022	2021	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%
Amortissement des immobilisations incorporelles	25 876	17 013	8 863	52,1
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	14,9 %	14,7 %		

L'amortissement des immobilisations incorporelles pour le trimestre clos le 30 juin 2022 a augmenté de 8,9 M\$, ou 52 %, comparativement au trimestre clos le 30 juin 2021. La hausse de l'amortissement est attribuable aux immobilisations incorporelles obtenues dans le cadre des acquisitions de Vend, de NuORDER et d'Ecwid.

Restructuration

	Trimestres clos les 30 juin			
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	2022	2021	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%
Restructuration	1 207	197	1 010	512,7
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	0,7 %	0,2 %		

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2022, certaines fonctions et la structure de gestion qui leur est associée ont été réorganisées pour réaliser des synergies et assurer l'agilité organisationnelle. Les charges liées à ce plan de restructuration ont été comptabilisées à titre de frais de restructuration. Les charges de restructuration se composent exclusivement d'indemnités de départ. Nous prévoyons engager des frais de restructuration supplémentaires tout au long de l'exercice 2023 alors que nous continuons d'intégrer nos récentes acquisitions et de réaliser des synergies connexes.

Autres

Autres produits (charges)

	Trimestres clos les 30 juin			
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	2022	2021	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%
Produit d'intérêts net	2 007	226	1 781	788,1
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	1,2 %	0,2 %		

Le produit d'intérêts net représente le produit d'intérêts de 2,7 M\$ touché sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie pour le trimestre clos le 30 juin 2022, compensé par les intérêts courus sur les prélèvements de l'emprunt pour l'acquisition de Gastrofix en janvier 2020, ainsi que la charge d'intérêts sur les obligations locatives et la charge de rémunération liée à des acquisitions, charges qui, une fois combinées, totalisaient 0,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2022.

Impôt sur le résultat

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin			
	2022	2021	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%
Charge (produit) d'impôt				
Exigible	264	630	(366)	(58,1)
Différé	(2 353)	(2 224)	(129)	5,8
Total du produit d'impôt	(2 089)	(1 594)	(495)	31,1
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires				
Exigible	0,2 %	0,5 %		
Différé	(1,4)%	(1,9)%		
Total	(1,2)%	(1,4)%		

Le produit d'impôt différé pour le trimestre clos le 30 juin 2022 a augmenté de 0,1 M\$, ou 6 %, par rapport au trimestre clos le 30 juin 2021. L'augmentation est principalement attribuable à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises et à la hausse des reports en avant de pertes au cours de la période.

Principales données de l'état de la situation financière

(en milliers de dollars américains)	30 juin 2022	31 mars 2022
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	914 789	953 654
Total de l'actif	3 552 642	3 619 980
Total du passif	209 216	220 691
Total des passifs non courants	28 170	62 839

Total de l'actif

Comparaison au 30 juin 2022 et au 31 mars 2022

Le total de l'actif a diminué de 67,3 M\$, ou 2 %, entre le 31 mars 2022 et le 30 juin 2022, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ayant compté pour 38,9 M\$ de la baisse en raison essentiellement des sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation. Le goodwill a diminué de 7,3 M\$, par suite principalement des écarts de change. Les actifs au titre de droits d'utilisation et les immobilisations incorporelles ont respectivement compté pour 1,7 M\$ et 26,7 M\$ de la diminution, du fait surtout des amortissements comptabilisés au cours de la période. Les autres actifs courants ont compté pour 5,5 M\$ de la baisse en raison de la réception d'un dépôt versé dans le cadre de notre programme d'avances de fonds aux commerçants au cours de la période. La diminution a été compensée par une hausse de 5,3 M\$ des créances clients et autres débiteurs principalement attribuable à l'augmentation des créances clients et des avances de fonds aux commerçants, à la hausse de 5,1 M\$ des autres actifs non courants, qui inclut un investissement de 1,6 M\$ dans un organisme soutenant le commerce local, à l'augmentation de 1,2 M\$ des immobilisations corporelles et à la hausse de 1,0 M\$ des stocks.

Total du passif

Comparaison au 30 juin 2022 et au 31 mars 2022

Le total des passifs courants a augmenté de 23,2 M\$ entre le 31 mars 2022 et le 30 juin 2022. Les principales raisons de cette augmentation sont le reclassement de notre emprunt à terme d'acquisition de soutien de 29,9 M\$ de la partie

non courante à la partie courante à la suite de l'engagement que nous avons pris en juin 2022 de rembourser la totalité des facilités de crédit en juillet 2022 et une hausse de 0,5 M\$ des produits différés, facteurs compensés par une baisse de 6,7 M\$ des créditeurs et charges à payer, une diminution de 0,3 M\$ des obligations locatives et une baisse de 0,1 M\$ du passif d'impôt exigible.

Le total des passifs non courants a diminué de 34,7 M\$ entre le 31 mars 2022 et le 30 juin 2022. Les principales raisons de cette diminution sont le reclassement de notre emprunt à terme d'acquisition de soutien de 29,9 M\$ de la partie non courante à la partie courante, une diminution de 2,2 M\$ des obligations locatives, une baisse de 2,4 M\$ du passif d'impôt différé et une diminution de 0,2 M\$ des produits différés.

Résultats d'exploitation trimestriels

Le tableau ci-après présente les principales données tirées de l'état consolidé du résultat net trimestriel non audité pour chacun des huit trimestres compris dans la période close le 30 juin 2022 conformément aux IFRS. Ces données doivent être lues en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités et les notes annexes. Le résultat d'exploitation trimestriel n'est pas nécessairement représentatif du résultat d'exploitation pour un exercice complet ou pour une période future.

(en milliers de dollars américains, sauf les données par action)	Trimestres clos les							
	30 sept. 2020	31 déc. 2020	31 mars 2021	30 juin 2021	30 sept. 2021	31 déc. 2021	31 mars 2022	30 juin 2022
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits des activités ordinaires	45 493	57 611	82 395	115 920	133 218	152 676	146 558	173 882
Coût direct des produits	17 907	24 307	38 330	58 347	68 272	73 675	76 905	96 357
Marge brute	27 586	33 304	44 065	57 573	64 946	79 001	69 653	77 525
Charges d'exploitation								
Frais généraux et administratifs	8 230	20 765	17 241	22 277	23 081	21 655	28 240	30 239
Recherche et développement	12 141	16 382	17 041	22 216	30 092	32 005	36 837	35 636
Vente et commercialisation	19 580	28 056	33 007	42 270	51 693	55 308	67 388	68 645
Amortissement des immobilisations corporelles	439	758	870	869	1 020	1 315	1 789	1 221
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	872	956	1 221	1 625	2 008	2 078	2 032	2 047
Perte de change	290	778	550	249	6	327	29	443
Rémunération liée à des acquisitions	2 276	2 258	2 144	2 014	9 032	19 012	20 433	17 103
Amortissement des immobilisations incorporelles	4 404	7 960	13 359	17 013	22 797	25 851	26 151	25 876
Restructuration	—	—	1 760	197	—	—	606	1 207
Total des charges d'exploitation	48 232	77 913	87 193	108 730	139 729	157 551	183 505	182 417
Perte d'exploitation	(20 646)	(44 609)	(43 128)	(51 157)	(74 783)	(78 550)	(113 852)	(104 892)
Produit (charge) d'intérêts net	(132)	(67)	147	226	719	1 029	1 014	2 007
Perte avant impôt sur le résultat	(20 778)	(44 676)	(42 981)	(50 931)	(74 064)	(77 521)	(112 838)	(102 885)
Charge (produit) d'impôt								
Exigible	43	20	48	630	95	96	282	264
Différé	(1 355)	(2 045)	(984)	(2 224)	(15 072)	(12 125)	1 397	(2 353)
Total de la charge (du produit) d'impôt	(1 312)	(2 025)	(936)	(1 594)	(14 977)	(12 029)	1 679	(2 089)
Perte nette	(19 466)	(42 651)	(42 045)	(49 337)	(59 087)	(65 492)	(114 517)	(100 796)
Perte nette par action – de base et diluée	(0,20)	(0,39)	(0,34)	(0,38)	(0,43)	(0,44)	(0,77)	(0,68)

Produits des activités ordinaires

L'ensemble de nos produits des activités ordinaires continue de croître à mesure qu'augmente notre clientèle mondiale et que nos clients actuels adoptent nos différentes solutions. Le total des produits trimestriels a augmenté consécutivement pour toutes les périodes présentées (sauf le trimestre clos le 31 mars 2022) en raison principalement de la hausse des produits tirés des abonnements des clients existants et nouveaux, y compris l'adoption accrue de nos solutions de paiement et de services complémentaires, ainsi que des acquisitions de ShopKeep, d'Upserve, de Vend, de NuORDER et d'Ecwid. La diminution des produits des activités ordinaires au cours du trimestre clos le 31 mars 2022 s'explique en grande partie par l'incidence du caractère saisonnier de nos activités sur nos produits des activités ordinaires, qui résulte de l'adoption accrue de notre solution de paiement et du fait que les produits tirés du traitement des transactions représentent une proportion de plus en plus importante de notre composition des produits. Le trimestre clos le 31 décembre est traditionnellement notre trimestre le plus fort en raison de la période des Fêtes, tandis que le trimestre clos le 31 mars est traditionnellement notre trimestre affichant le plus faible VTB, ce qui explique la baisse séquentielle de nos produits pour le trimestre clos le 31 mars 2022 par rapport au trimestre clos le 31 décembre 2021.

Coût direct des produits

Le coût direct des produits total a augmenté consécutivement pour toutes les périodes présentées. L'augmentation globale au cours des périodes présentées est principalement attribuable à la hausse des coûts associés au soutien d'un plus grand nombre d'emplacements clients utilisant notre plateforme, à l'accroissement du nombre de clients qui utilisent nos solutions de paiement puisque les coûts directs associés aux produits tirés du traitement de transactions sont plus élevés, ainsi qu'à la hausse correspondante résultant des acquisitions de ShopKeep, d'Upserve, de Vend, de NuORDER et d'Ecwid. Le coût direct des produits a augmenté pour le trimestre clos le 31 mars 2022, malgré une baisse des produits des activités ordinaires pour la même période, car nous avons été favorisés par une modification apportée à une entente de partage des produits conclue avec l'un de nos partenaires de traitement des paiements au cours du trimestre clos le 31 décembre 2021, qui a donné lieu à la comptabilisation de produits tirés du traitement des transactions d'environ 5,5 M\$ au cours de cette période, sans coût direct des produits correspondant.

Marge brute

Le total de notre marge brute trimestrielle a augmenté consécutivement pour toutes les périodes présentées, à l'exception du trimestre clos le 31 mars 2022, en raison de la diminution des produits tirés du traitement de transactions et de l'augmentation du coût des produits présentées précédemment. Notre marge brute en pourcentage des produits a reculé du fait du succès de nos solutions de paiement, les clients utilisant ces solutions générant des coûts directs plus élevés que ceux associés à notre clientèle d'abonnement. Nous prévoyons que cette tendance se poursuivra.

Charges d'exploitation

Le total des charges d'exploitation a augmenté consécutivement pour toutes les périodes présentées (sauf le trimestre clos le 30 juin 2022) en raison surtout de la hausse des coûts de vente et de commercialisation et autres coûts découlant d'un accroissement de la clientèle, incluant celle liée à nos acquisitions de ShopKeep, d'Upserve, de Vend, de NuORDER et d'Ecwid. La diminution des charges d'exploitation pour le trimestre clos le 30 juin 2022 est attribuable principalement à la baisse de la rémunération liée à des acquisitions.

Voir la section « Résultats d'exploitation » dans le présent rapport de gestion pour plus de détails sur la variation d'un exercice à l'autre des produits des activités ordinaires et de la perte nette.

Trésorerie et sources de financement

Aperçu

Notre stratégie de gestion du capital consiste à préserver notre capacité de poursuivre notre exploitation, de procurer des avantages à nos parties intéressées et d'assurer un rendement du capital investi adéquat à nos actionnaires en vendant nos services à un prix qui soit à la mesure du niveau de risque d'exploitation que nous assumons.

Nous calculons le montant total du capital nécessaire en tenant compte des niveaux de risque. Nos capitaux permanents sont ajustés en temps et lieu selon les changements de l'environnement économique et les risques que courent nos actifs sous-jacents. Nous ne sommes exposés à aucune exigence extérieure en matière de capital.

Facilités de crédit

Au 30 juin 2022, la Société disposait de facilités de crédit auprès de la Banque Canadienne Impériale de Commerce, à savoir une facilité de crédit d'exploitation renouvelable de 25 M\$ remboursable à vue (la « facilité renouvelable ») et un emprunt à terme d'acquisition de soutien de 50 M\$, dont une tranche de 20 M\$ n'a pas fait l'objet d'un engagement (la « facilité d'acquisition ») et, collectivement avec la facilité renouvelable, les « facilités de crédit ». Un montant de 30 M\$ avait été prélevé sur la facilité d'acquisition en janvier 2020 pour l'acquisition de Gastrofix. Les facilités de crédit sont garanties par tous les actifs importants de la Société. Au 30 juin 2022, nous respectons toutes les clauses restrictives.

Le 6 juillet 2022, nous avons remboursé la totalité du solde de la facilité d'acquisition, y compris tous les intérêts courus et impayés; la facilité d'acquisition a ensuite été résiliée. Avant le remboursement, le solde de la facilité d'acquisition s'élevait à 30 000 \$, compte non tenu des coûts de financement non amortis.

Nous prévoyons modifier la facilité de crédit renouvelable afin, notamment, d'en réduire la taille et de permettre une plus grande souplesse opérationnelle.

Fonds de roulement

Notre première source de financement a été la mobilisation de capitaux qui, depuis l'exercice clos le 31 mars 2016, a rapporté 2 193 M\$. Dans la mesure du possible, notre gestion de trésorerie vise à assurer que nous disposons de liquidités suffisantes pour satisfaire nos obligations quand elles arrivent à échéance. À cet égard, nous surveillons les flux de trésorerie et faisons régulièrement des analyses du budget par rapport aux réalisations. Notre principale source d'utilisation de fonds tient au fonds de roulement et aux acquisitions éventuelles. L'excédent du fonds de roulement se chiffrait à 823,5 M\$ au 30 juin 2022. Compte tenu de notre trésorerie et de la facilité de crédit existante, nous estimons disposer de liquidités suffisantes pour répondre à nos besoins de croissance à court terme et réaliser nos objectifs stratégiques à long terme.

Prospectus préalable de base

En mai 2021, nous avons déposé un nouveau prospectus préalable de base simplifié (le « prospectus de base ») auprès des commissions des valeurs mobilières de chaque province et territoire au Canada, en raison de l'épuisement du montant disponible aux termes de notre précédent prospectus préalable de base simplifié, ainsi qu'une déclaration d'enregistrement préalable correspondante sur formulaire F-10 auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (la « déclaration d'enregistrement »). Le prospectus de base et la déclaration d'enregistrement permettent à Lightspeed et à certains de ses porteurs de titres d'offrir jusqu'à 4 G\$ CA d'actions à droit de vote subalterne, d'actions privilégiées, de titres de créance, de bons de souscription, de reçus de souscription, d'unités, ou de toute combinaison de ces instruments, dans les 25 mois suivant l'entrée en vigueur du prospectus de base.

Flux de trésorerie

Le tableau suivant présente la trésorerie et ses équivalents aux 30 juin 2022 et 2021 et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement des trimestres clos les 30 juin 2022 et 2021 :

(en milliers de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin	
	2022	2021
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	914 789	603 718
Flux de trésorerie liés aux :		
Activités d'exploitation	(33 414)	(14 610)
Activités d'investissement	(2 192)	(191 725)
Activités de financement	(1 810)	2 765
Incidence du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(1 449)	138
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(38 865)	(203 432)

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont élevées à 33,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2022, contre 14,6 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2021. Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, les sorties de trésorerie ajustées liées aux activités d'exploitation³ se sont établies à 26,2 M\$, exclusion faite des frais liés aux transactions de 5,0 M\$, des frais de restructuration de 0,6 M\$, des charges sociales se rapportant à la rémunération à base d'actions de 0,1 M\$, du montant, déduction faite des montants des assurances et des produits d'indemnisation, de 2,2 M\$ reçu à l'égard de certains litiges, et inclusion faite des coûts de logiciel inscrits à l'actif de 0,6 M\$, comparativement à des sorties de trésorerie ajustées liées aux activités d'exploitation³ de 6,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2021. Cette augmentation de 19,4 M\$ est essentiellement attribuable aux différences temporelles liées au recouvrement des créances clients et autres débiteurs et au paiement des comptes créditeurs et charges à payer, aux réductions de prix et incitatifs supplémentaires consentis sur le matériel et autres produits, aux paiements de commissions annuelles et des primes gagnées en raison de l'augmentation de nos effectifs et aux sorties de trésorerie liées à nos activités d'exploitation dans le cadre des acquisitions de NuORDER et d'Ecwid (qui n'étaient pas présentes au cours du trimestre clos le 30 juin 2021), facteurs en partie compensés par une entrée de trésorerie liée au remboursement d'un dépôt effectué au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022 dans le cadre de notre programme d'avances de fonds aux commerçants.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont élevées à 2,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2022, contre 191,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2021. La diminution des sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement est principalement attribuable aux montants versés pour l'acquisition de Vend en avril 2021.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement pour le trimestre clos le 30 juin 2022 se sont établies à 1,8 M\$, comparativement à des entrées liées aux activités de financement de 2,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2021. Cette variation des flux de trésorerie liées aux activités de financement est attribuable surtout à une baisse de 5,0 M\$ du produit tiré de l'exercice d'options sur actions aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres, facteur compensé par une diminution de 0,6 M\$ des frais d'émission d'actions.

Nous sommes d'avis que notre solde en trésorerie, le financement disponible, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et le crédit disponible aux termes de la facilité de crédit nous permettent actuellement de combler nos besoins en liquidités futurs aux fins de l'exploitation.

³ Se reporter à la rubrique « Mesures et ratios non conformes aux IFRS et rapprochements ».

Arrangements non comptabilisés

Nous n'avons aucun arrangement non comptabilisé significatif autre que les contrats de location de faible valeur ou à court terme et les autres obligations d'achat. De temps à autre, dans le cours normal des activités, nous pouvons être conditionnellement responsables à l'égard de litiges ou de réclamations.

Transactions entre parties liées

Nous n'avons pas conclu de transactions avec des parties liées importantes, autres que celles qui sont présentées dans nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Instruments financiers et autres instruments

Risque de crédit et de concentration

De manière générale, la valeur comptable de nos actifs financiers inscrite à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de toute provision pour pertes applicable, représente le montant maximal exposé au risque de crédit.

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés est imputable principalement à notre trésorerie et ses équivalents et à nos créances clients. Nous n'exigeons aucune garantie de la part de nos clients. Le risque de crédit visant la trésorerie et les équivalents de trésorerie est géré en confiant les fonds uniquement à des institutions financières ayant une cote de crédit élevée. Nous ne détenons aucun bien donné en garantie.

Du fait de notre bassin de clients diversifiés, il n'existe aucune concentration particulière du risque de crédit relativement à nos créances clients. Par ailleurs, les soldes de créances clients sont gérés et analysés régulièrement afin d'assurer que les corrections de valeur pour pertes d'un montant approprié sont établies et maintenues.

Nous maintenons une correction de valeur pour pertes pour une partie des créances clients lorsque le recouvrement devient douteux, selon la méthode décrite à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels audités. Les corrections de valeur pour pertes de crédit attendues prennent en compte des facteurs prospectifs propres aux créanciers et l'état général de l'économie.

Risque de liquidité

Nous sommes exposés au risque de ne pas être en mesure d'honorer nos engagements financiers à la date d'échéance établie, conformément aux modalités de ces engagements et à un prix raisonnable. Nous gérons notre risque de liquidité en établissant des prévisions relatives aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ainsi qu'aux activités d'investissement et de financement prévues.

Au 30 juin 2022, nous disposons d'un montant en trésorerie et en équivalents de trésorerie s'établissant à 914,8 M\$ ainsi que d'un montant de 25,0 M\$ sur la facilité de crédit renouvelable. Cette situation fait état de notre liquidité et de notre capacité de régler les passifs financiers futurs. Nous prévoyons modifier la facilité de crédit renouvelable afin, notamment, d'en réduire la taille et de permettre une plus grande souplesse opérationnelle.

Risque de change

Nous sommes exposés au risque de change en raison des instruments financiers libellés en devises. Les principales monnaies qui nous exposent au risque de change en raison des instruments financiers libellés en devises sont le dollar canadien, l'euro, la livre sterling, le dollar australien et le dollar néo-zélandais. Nous avons pour politique d'atténuer notre exposition au risque de change en concluant des instruments dérivés. Nous avons conclu plusieurs contrats de change à terme, mais aucun d'eux n'a une durée supérieure à un an. La combinaison de devises utilisée pour les couvertures de flux de trésorerie de la Société est le dollar américain / dollar canadien. La Société n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins de spéculation.

Au 30 juin 2022, le montant nominal de référence de nos contrats de change était d'environ 82,6 M\$ CA (26,0 M\$ CA au 31 mars 2022).

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que les variations de taux d'intérêt aient un effet négatif sur les bénéfices et les flux de trésorerie. Certains de nos éléments de trésorerie portent intérêt. Nos créances clients et autres débiteurs, nos créditeurs et charges à payer et nos obligations locatives ne portent pas intérêt. Notre exposition au risque de taux d'intérêt est liée à notre facilité d'acquisition. Nous ne sommes pas exposés à un risque de taux d'intérêt significatif.

Risque lié au cours de l'action

Les charges sociales à payer relativement à la rémunération à base d'actions (charges sociales) représentent des cotisations sociales au titre de la rémunération à base d'actions auxquelles nous sommes assujettis dans les divers pays où nous exerçons nos activités. Les charges sociales comptabilisées chaque période de présentation de l'information financière sont fonction, notamment, du nombre d'options sur actions et des attributions d'actions en cours, de l'acquisition des droits liés aux options sur actions et aux attributions d'actions, du prix d'exercice et du cours de nos actions. Toute variation du montant à payer est comptabilisée dans le coût direct des produits et dans les charges d'exploitation. Toute augmentation du cours de l'action a pour effet d'accroître les charges sociales à payer; mais, lorsque le cours de l'action baisse, la Société comptabilise plutôt une réduction des charges sociales à payer, toutes choses étant égales par ailleurs, y compris le nombre d'options sur actions sur lesquelles les droits sont acquis et le prix d'exercice, qui demeurent constants.

Risque lié à l'inflation

Nous sommes exposés au risque d'inflation, qui pourrait avoir une incidence importante sur nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. Si nos coûts devaient être assujettis à des pressions inflationnistes importantes, nous pourrions ne pas être en mesure de compenser en totalité ces hausses de coûts au moyen d'augmentations de prix. Notre incapacité à compenser les coûts pourrait nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation. Si l'inflation continue de croître, elle aura probablement une incidence sur nos charges, notamment une hausse des coûts liés à l'offre de nos solutions et des charges liées à la rémunération des employés. Nos clients sont également exposés aux risques liés aux pressions inflationnistes, qui pourraient avoir une incidence sur leurs activités et leur situation financière. Parmi ces risques, notons la réduction des dépenses de consommation et de l'utilisation des cartes de crédit ou de débit, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur notre rendement financier en réduisant le nombre ou le montant d'achat moyen des opérations traitées au moyen de nos solutions de paiement.

Méthodes comptables et estimations comptables critiques

La préparation de nos états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que la direction exerce son jugement, fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés et les notes annexes. Nous révisons régulièrement ces estimations en fonction de la meilleure connaissance que la direction a des événements courants et des actions que nous pourrions entreprendre à l'avenir. Les résultats obtenus peuvent différer de ces estimations. L'incertitude à l'égard de ces hypothèses et de ces estimations pourrait nécessiter un ajustement important à la valeur comptable de l'actif ou du passif en question au cours des périodes ultérieures. Les principales estimations et hypothèses sont présentées ci-après. La direction a déterminé que nous exploitons un seul secteur opérationnel et que nous avons un seul secteur à présenter.

Pandémie de COVID-19

Les inquiétudes concernant la propagation de la COVID-19 et ses variants et les mesures de confinement mises en place en vue de réduire ses répercussions ont entraîné une perturbation importante de l'économie mondiale. Les inquiétudes concernant la pandémie de COVID-19, la résurgence de cas de COVID-19 et de variants, et les restrictions mises en place en vue d'en contenir la propagation ont nécessité le recours à des estimations et l'exercice du jugement, ce qui n'a eu aucune incidence comptable importante pour le trimestre clos le 30 juin 2022.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les principaux aspects du processus de comptabilisation des produits des activités ordinaires, notamment l'identification des contrats générateurs de produits conclus avec des clients, l'identification des obligations de prestation, la détermination du prix de transaction et la répartition entre les obligations de prestation identifiées, l'utilisation d'une méthode de comptabilisation des produits des activités ordinaires appropriée pour chaque obligation de prestation et la mesure de l'avancement des obligations de prestation dans le temps, nécessitent tous l'exercice de jugement et l'utilisation d'hypothèses.

Nous suivons les indications figurant à la rubrique « Entité agissant pour son propre compte ou comme mandataire » de l'annexe B d'IFRS 15 pour déterminer si les produits doivent être comptabilisés en fonction du montant brut de la contrepartie payée par le client ou du montant net que nous conservons. Cette détermination requiert l'exercice du jugement et dépend des faits et circonstances relatifs à chaque accord.

Dépréciation d'actifs non financiers

Notre test de dépréciation à l'égard du goodwill se fonde sur les estimations en interne de la juste valeur diminuée des coûts de sortie et recourt à des modèles d'évaluation comme la méthode d'actualisation des flux de trésorerie. Les principales hypothèses sur lesquelles la direction a fondé sa détermination de la juste valeur diminuée des coûts de sortie comprennent les estimations visant les taux d'actualisation, les multiples de la valeur finale et les taux de croissance estimés. Ces estimations, notamment la méthode employée, l'évaluation des unités génératrices de trésorerie et la façon dont le goodwill est attribué, peuvent avoir une incidence significative sur les valeurs respectives et, en fin de compte, sur le montant de toute dépréciation du goodwill.

Lorsque les immobilisations corporelles, les actifs au titre de droits d'utilisation liés aux contrats de location et les immobilisations incorporelles sont soumis à un test de dépréciation, la détermination de la valeur recouvrable des actifs exige que la direction recoure à des estimations, facteur qui peut avoir une incidence significative sur les valeurs respectives et, en fin de compte, sur le montant de toute dépréciation.

Regroupements d'entreprises

Nous comptabilisons les regroupements d'entreprises conformément à la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, les actifs acquis et les passifs repris doivent être comptabilisés à leur juste valeur estimée à la date de l'acquisition d'entreprise. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur estimative de l'actif net acquis est inscrit à titre de goodwill. Dans le cadre de telles évaluations, la direction doit formuler des estimations et des hypothèses importantes et exercer un jugement important, particulièrement en ce qui concerne les immobilisations incorporelles et les contreparties éventuelles.

Pour les immobilisations incorporelles, nous établissons la juste valeur en utilisant les techniques d'évaluation appropriées, qui se fondent généralement sur une prévision du montant net total des flux de trésorerie actualisés futurs attendus, et les hypothèses clés portent habituellement sur le rendement futur des actifs connexes, les taux d'actualisation, les taux de redevances, les taux d'attrition de la clientèle et les taux d'attachement des services liés aux paiements. La contrepartie éventuelle est évaluée à la juste valeur selon une méthode d'actualisation des flux de trésorerie.

Recouvrabilité de l'actif d'impôt différé, impôt exigible et différé et crédits d'impôt

L'interprétation de la réglementation fiscale, qui est complexe, ainsi que le montant et le calendrier du bénéfice imposable à l'avenir font l'objet d'incertitudes. Nous établissons des provisions fondées sur l'estimation raisonnable des incidences possibles des vérifications par l'administration fiscale. Le montant de ces provisions se fonde sur divers facteurs, comme les vérifications fiscales antérieures ainsi que les interprétations divergentes de la réglementation fiscale de la part de l'entité imposable et de l'administration fiscale responsable.

L'actif d'impôt différé est comptabilisé au titre des pertes fiscales non utilisées et des différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, auquel ces pertes fiscales et différences temporaires pourront être imputées, sera disponible. La direction doit user de son jugement pour déterminer le montant de l'actif d'impôt différé pouvant être comptabilisé, en fonction du calendrier probable et du niveau du bénéfice imposable futur, outre les stratégies de planification fiscale futures.

Rémunération à base d'actions

Nous évaluons le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres avec les employés en nous basant sur la juste valeur des instruments connexes à la date d'attribution. L'estimation de la juste valeur des paiements à base d'actions nécessite la détermination du modèle d'évaluation le mieux adapté à l'attribution, en fonction des modalités de celle-ci. Il faut également formuler des hypothèses et choisir les données les plus pertinentes pour le modèle d'évaluation, notamment les prévisions relatives à l'option quant à sa durée, à sa volatilité et à son rendement en dividende.

Nouvelles prises de position en comptabilité

De temps à autre, l'IASB ou d'autres organismes de normalisation publient de nouvelles prises de position en comptabilité, que nous adoptons à la date de prise d'effet indiquée. Aucune nouvelle prise de position en comptabilité ne devrait avoir d'incidence importante pour Lightspeed au 30 juin 2022.

Information sur les actions en circulation

Lightspeed est une société ouverte inscrite sous le symbole « LSPD » à la Bourse de Toronto (la « TSX ») et la New York Stock Exchange (la « NYSE »). Le capital-actions autorisé consiste en i) un nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne, et ii) un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries; au 2 août 2022, 149 404 705 actions à droit de vote subalterne étaient émises et en circulation, et aucune action privilégiée ne l'était.

Au 2 août 2022, 1 335 926 options sur actions étaient en cours aux termes du régime d'options sur actions de 2012 modifié et mis à jour de la Société dans sa version modifiée (dont 1 234 470 avaient les droits acquis à cette date), 10 747 690 options étaient en cours aux termes du troisième régime incitatif général modifié et mis à jour de la Société dans sa version modifiée (le « régime général ») (dont 2 214 398 avaient les droits acquis à cette date) et 150 000 options en cours étaient émises pour inciter de hauts dirigeants à signer un contrat d'embauche à temps plein avec la Société (les « attributions incitatives »), comme il est permis par les règles de la TSX, étaient en cours (dont 94 444 avaient les droits acquis à cette date). Chaque option sur actions peut ou pourra être exercée en échange de une action à droit de vote subalterne.

Au 2 août 2022, 348 992 options étaient en cours aux termes du régime d'options sur actions et d'attribution modifié et mis à jour de 2011 de ShopKeep Inc. (dont 242 103 avaient les droits acquis à cette date), régime repris par la Société à la clôture de l'acquisition de ShopKeep le 25 novembre 2020. Chaque option peut ou pourra être exercée pour obtenir une action à droit de vote subalterne.

Au 2 août 2022, 47 980 UAD étaient en cours aux termes du régime général de la Société. Lorsque le participant cesse d'être un administrateur, haut dirigeant, employé ou consultant de la Société conformément au régime général, chacune de ces UAD sera réglée, au gré du conseil d'administration, a) avec la remise d'actions nouvellement émises ou achetées sur le marché libre, b) en trésorerie, ou c) avec une combinaison de trésorerie et d'actions.

Au 2 août 2022, 4 661 490 UAR étaient en cours aux termes du régime général de la Société (dont 437 561 avaient les droits acquis à cette date) et 273 UAR étaient en cours sous forme d'attributions incitatives (dont 273 avaient les droits acquis à cette date). Une fois acquise, chacune de ces UAR sera réglée, au gré du conseil d'administration, a) avec la remise d'actions nouvellement émises ou achetées sur le marché libre, b) en trésorerie, ou c) avec une combinaison de trésorerie et d'actions.

Au 2 août 2022, 619 640 UAFR étaient en cours aux termes du régime général de la Société (dont aucune n'avait les droits acquis à cette date). Une fois acquise, chacune de ces UAFR sera réglée, au gré du conseil d'administration, a) avec la remise d'actions nouvellement émises ou achetées sur le marché libre, b) en trésorerie, ou c) avec une combinaison de trésorerie et d'actions.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Contrôles et procédures

Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information à fournir dans les rapports déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits. Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour veiller à ce que l'information que la Société doit présenter dans ces rapports soit rassemblée puis communiquée à sa direction selon ce qui convient pour prendre en temps opportun les décisions concernant l'information à fournir. La direction passe régulièrement en revue les contrôles et procédures de communication de l'information; cependant, ces contrôles et procédures ne peuvent fournir une garantie absolue du fait des limites inhérentes à tout système de contrôle visant la prévention et la détection de déclarations erronées imputables à des erreurs ou à des fraudes. Le chef de la direction et le chef des finances, de concert avec la direction, ont évalué les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société et conclu qu'ils étaient efficaces au 30 juin 2022.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances ont la responsabilité d'établir et de maintenir des mesures de contrôle interne à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de l'information financière, conformément aux IFRS. Le chef de la direction et le chef des finances ont été informés que le cadre de contrôle qu'ils ont utilisé pour concevoir le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société est reconnu par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO »).

Le chef de la direction et le chef des finances ont évalué ou fait évaluer sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société pour vérifier s'il a subi des modifications durant la période close le 30 juin 2022 qui ont eu, ou sont raisonnablement susceptibles d'avoir, une incidence importante sur celui-ci. Aucun changement de ce genre n'a été relevé au cours de cette évaluation.

Limites inhérentes aux contrôles et procédures

La direction, notamment le chef de la direction et le chef des finances, estime que tout système de contrôles et de procédures de communication de l'information ou de contrôle interne à l'égard de l'information financière, peu importe l'efficacité de sa conception ou de son fonctionnement, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, non absolue, que ses objectifs sont atteints. En outre, la conception d'un système de contrôle est tributaire des restrictions en matière de ressources, et les avantages que revêtent les contrôles doivent être examinés à la lumière des coûts que ceux-ci entraînent. Du fait de ses limites inhérentes, aucun système de contrôles ne peut fournir l'assurance absolue qu'ont été prévenus ou détectés tous les éventuels enjeux en matière de contrôle ou cas de fraude au sein de la Société. Ces limites inhérentes tiennent entre autres à la possibilité que des erreurs de jugement surviennent dans la prise de décisions et que des défaillances se produisent en raison de simples erreurs. Qui plus est, les contrôles peuvent être neutralisés par des parties agissant seules ou en collusion, ou par un contournement non autorisé des contrôles. De surcroît, la conception d'un système de contrôles se fonde sur certaines hypothèses concernant la probabilité d'événements futurs, et rien ne garantit qu'une conception donnée puisse atteindre ses objectifs établis compte tenu de toutes les éventualités. Par conséquent, en raison des limites inhérentes à tout système de contrôles efficient, des inexactitudes découlant d'erreurs ou de fraudes pourraient survenir et ne pas être décelées.

Limitation de l'étendue de la conception

La conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière et des contrôles et procédures de communication de l'information fait abstraction des contrôles, des politiques et des procédures de NuORDER, acquise le 1^{er} juillet 2021, et d'Ewid, acquise le 1^{er} octobre 2021.

L'apport de NuORDER, compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles, représente environ 5 % du total des produits des activités ordinaires et moins de 10 % de la perte nette totale dans nos états consolidés du résultat net et du résultat global pour le trimestre clos le 30 juin 2022. De plus, au 30 juin 2022, les actifs et passifs courants de NuORDER représentaient respectivement moins de 5 % et moins de 10 % des actifs et passifs courants consolidés, et ses actifs et passifs non courants représentaient moins de 5 % des actifs et passifs non courants consolidés, respectivement.

L'apport d'Ewid, compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles, représente moins de 5 % du total des produits des activités ordinaires et moins de 5 % de la perte nette totale dans nos états consolidés du résultat net et du résultat global pour le trimestre clos le 30 juin 2022. De plus, au 30 juin 2022, les actifs et passifs courants d'Ewid représentaient respectivement moins de 5 % et moins de 10 % des actifs et passifs courants consolidés, et ses actifs et passifs non courants représentaient moins de 5 % des actifs et passifs non courants consolidés, respectivement.

Les montants comptabilisés au titre des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition de NuORDER et d'Ewid sont décrits à la note 5 des états financiers consolidés annuels audités des exercices clos les 31 mars 2022 et 2021.